

MIS EN CAUSE PAR LE SÉNATEUR BENZAÏM

Soufiane Djilali attaque frontalement le FLN

P. 2

CRÉSUS

QUOTIDIEN

Le Président Tebboune
reprend ses consultations politiques
Trois responsables de partis reçus

Page 2

www.cresus.dz

In medio stat virtus



« LA FRANCE RECONNAÎT AVOIR TORTURÉ
ET ASSASSINÉ ALI BOUMENDJEL »

Un «geste» en attendant d'autres

*« La génération des petits-enfants
de Ali Boumendjel, écrit le chef de l'Etat
français, doit pouvoir construire son destin,
loin des deux ornières que sont l'amnésie
et le ressentiment. C'est pour eux désormais,
pour la jeunesse française et algérienne,
qu'il nous faut avancer sur la voie
de la vérité, la seule qui puisse conduire
à la réconciliation des mémoires ».*

Lire page 3

L'ÉDITO

► Par S. Méhalla

En ces temps de crises, la politique du chef de l'État semble cohérente dans l'absolu. Depuis son arrivée, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'en est allé sur toutes les volontés pour tenter d'en découdre avec une crise complexe et multidimensionnelle. Autrement dit, arriver à un consensus politique honorable. Par ce souci de cohérence, le chef de l'État, face à cette crise, ne peut emprunter une logique politique qui contredirait de facto sa démarche initiale, voire ses engagements pris durant la campagne électorale. Aussi, pour d'autres raisons, dogmatiques celles-là, l'assiduité politique du chef de l'État est tout à fait honorable, même si aucun pays au monde ne fonctionne avec un consensus politique clair et majoritaire.

LA COHÉRENCE DU PRÉSIDENT

Mais si l'on accepte la projection du chef de l'État, sur le plan économique surtout, l'Exécutif doit se réveiller. Contrôler l'inflation, l'expansion de la dépense publique, mettre en place des réformes structurelles pour passer un cap de deux ou trois ans et lancer la croissance dans notre pays. Ces réformes structurelles, notamment dans le domaine de la gouvernance des entreprises publiques et celle des banques, dans la modernisation du secteur financier et dans la dynamisation du marché financier. Ces réformes doivent s'accompagner, elles aussi, d'une réforme profonde de la fiscalité, levier principal de la redistribution des richesses et de la lutte contre les inégalités. Il faut, en Algérie, une révolution dans le domaine de la fiscalité. Sans ce sursaut de conscience, l'Algérie récupérera une économie de bout de chandelle, et

risque encore de perdre du temps en créant l'inflation de sa valeur monétaire. Ce qui va surenchérir sur les importations et, le produit local-quant il est disponible !-est, souvent, de très mauvaise qualité.

Pour que le gouvernement réussisse la démarche, il ne faut surtout pas laisser au fonctionnaire le soin de décider. Dictier les réformes. Les mener. Est-ce son rôle ? C'est au gouvernement de prendre ses responsabilités politiques. Le politique ne doit pas se départir de son vrai rôle quand son choix est acté. Faire des arbitrages, surtout les suivre. Faire des politiques clairement assumées et clairement soutenues. Chez nous, quand un cadre part, son idée, bonne ou mauvaise, part avec lui... C'est ce qu'il faudrait peut-être revoir pour entamer l'ère de l'alarmisme ambiant !

CRÉSUS
In medio stat virtus

Quotidien national ■ Jeudi 4 mars 2021 ■ 7^{ème} année n°580 ■ Prix 20 DA ■ Étranger 1 euro

ELLE CRITIQUE LES TENTATIVES DE VIDER LE HIRAK DES REVENDICATIONS SOCIOÉCONOMIQUES

Les mises en garde de Louisa Hanoune

Deux semaines après la reprise de marches hebdomadaires du Hirak, la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), met en garde contre le piège de vider ce qu'elle qualifie de « processus révolutionnaire » de son aspect socioéconomique et le réduire seulement à l'aspect politique.

Pour Louisa Hanoune, le Hirak est à la croisée des chemins.

« **D**éfinir les priorités de la révolution est devenue une priorité », a déclaré, hier, la secrétaire générale du PT, lors d'une conférence de presse animée au siège de son parti. Rappelant l'exemple des révolutions dites arabes qui n'ont pas échoué à cause des interventions étrangères seulement, « mais aussi parce que les élites et activistes ont évacué les questions socioéconomiques », Mme Hanoune avertit que « les régimes profitent de cette faiblesse pour se régénérer ». Faisant le bilan des deux années du Mouvement populaire du 22 Février, la patronne du PT soutient qu'au sein du parti, l'on a enregistré d'un côté « l'acharnement » des puissances étrangères qui viennent à la rescousse du système, et de l'autre l'existence d'acteurs politiques qui se réclament de la révolution et qui « tentent de vider le processus révolutionnaire de son contenu socioéconomique et le réduire seulement au volet politique ». Parfois, « à travers des slogans dont une partie est importée », a-t-elle lâché.

Pour Louisa Hanoune, « dire qu'on va d'abord chasser le régime, avant de s'occuper des questions socioéconomiques, est une erreur ». Il s'agit même « d'un piège », a-t-elle estimé, attirant l'attention sur « la multiplication des grèves dans différents secteurs » et « la mobilisation des populations qui manifestent pour des questions liées au développement ». Cette évolution dans le processus révolutionnaire, comme elle préfère l'appeler Hanoune, « est tout à fait naturelle ». Car, a-t-elle appuyé, « on ne peut le réduire à deux marches hebdoma-



daïres ». « Ce sont les politiques antipopulaires, antisociales et antidémocratiques du gouvernement qui alimentent le processus révolutionnaire, redéfinissent les priorités et les formes de lutte et apportent la décantation nécessaire », a déclaré la première dame du PT.

Autre conclusion des débats internes au Parti des travailleurs, la question de la direction et de la structure du Mouvement populaire qui « se pose avec acuité ». Insis-

tant sur « le rôle » des syndicats et des partis politiques, Louisa Hanoune qui ne croit pas aux leaders et acteurs qui s'autoproclament détenteurs de la légitimité populaire pour parler au nom du Hirak, pense que « tout changement de régime passe d'abord par un processus transitoire ». Ensuite, il s'agit de la jonction entre les luttes socioéconomiques et le combat pour le départ du système, essence même de la révolution populaire, qui inciteront « les

forces démocratiques et sociales à se rencontrer ». Au PT, a-t-elle déclaré, « on croit que l'issue démocratique est de redonner la parole au peuple pour définir le model d'institutions qu'il veut ».

LÉGISLATIVES : « PAS UNE PRIORITÉ » !

Appelée à s'exprimer sur les législatives anticipées que le pouvoir entend organiser, Louisa Hanoune est catégorique. « Ce n'est pas une priorité », a-t-elle répondu, ajoutant qu'il est urgent « de prendre en charge des revendications socioéconomiques pour, justement, protéger la révolution et son caractère pacifique ». « J'écoute et je rencontre quotidiennement les citoyens et on ne me parle jamais d'élections », a encore appuyé l'oratrice qui, tout de même, dira que la participation ou non aux élections « a toujours été tactique au PT ». Le Comité va se réunir au courant de ce mois de mars pour débarras des développements et prendre les décisions politiques qui découlent de notre lecture et appréciation » de la situation du pays, partant, a-t-elle précisé, « des priorités de la majorité et de notre responsabilité en tant que Parti des travailleurs, à aider cette majorité à atteindre les objectifs de la révolution et arracher la prise en charge de ses revendications ». Par ailleurs, la SG du PT a critiqué la mouture de la nouvelle loi électorale qui, d'après elle, « exclut les femmes par le système de parité et légalise la corruption à travers le soutien financier de l'Etat aux jeunes ».

A.M.

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE REPREND SES CONSULTATIONS POLITIQUES

Trois responsables de partis reçus

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu hier au siège de la Présidence de la République, les présidents de trois partis politiques dans le cadre des consultations qu'il mène avec les responsables de partis, indique un communiqué de la Présidence de la République. « Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu aujourd'hui au siège de la Présidence de la République, M. Tahar Benbaïbèche, président du Parti El Fadjr El Djadid, M. Lamine Osmani, président du Parti Voix du peuple (PVP), et M. Djamel Benabdeslam, président du Front de l'Algérie nouvelle (FAN), et ce dans le cadre des concertations qu'il mène avec les chefs des partis, lit-on dans le communiqué.

MIS EN CAUSE PAR LE SÉNATEUR BENZAÏM

Soufiane Djilali attaque frontalement le FLN

C'est à un interminable feuilleton politico-dramatique que l'on assiste depuis quelques jours après les révélations fracassantes du sénateur FLN, Abdelwahab Benzaïm au sujet des émoluments que perçoivent à ce jour les anciens membres du CNT.

Après le président du Mouvement El Bina Abdelkader Bengrinda et ensuite Zoubida Assoul de l'UCP, c'est au tour aujourd'hui du président de Jil Jadid Soufiane Djilali de monter au créneau pour dénoncer non pas le sénateur Benzaïm mais le FLN qu'il accuse d'être « derrière la fuite de ces dernières révélations » sur le salaire des membres du CNT. Invité par une Chaîne TV privée, Soufiane Djilali dira : « Cette affaire est un coup porté contre le dialogue initié par le président Tebboune après la mise à l'écart de ce parti ». Selon le président de Jil Jadid, cette cabale est montée par les « résidus de la bande » qui ont fait une jonction avec certains milieux politiques pour « contrecarrer les plans du Président, créer un vide ou le chaos pour revenir au-devant de la scène » soutient-il. Il a cité trois stratagèmes mis en place par cette coalition des forces du mal, à savoir « saborder le dialogue » initié par le Président, « frapper de suspicion les institutions » mises

en place en 1994 pour la sauvegarde de l'Etat lors de l'institution du CNT dont il était un membre et enfin le « silence observé autour des slogans » destinés selon Soufiane Djilali à porter un coup aux institutions actuelles. Il a ensuite ajouté pour appuyer sa thèse que cette opération de déstabilisation a surtout « visé les présidents de parti qui ont rencontré récemment le président Tebboune après éviction du FLN » considérant ensuite que la sortie médiatique de Benzaïm est à mettre à l'actif de cette même opération. Avant-hier, c'est Mme Zoubida Assoul, présidente de l'UCP qui a réagi en annonçant sur un site électronique qu'elle compte porter plainte contre le sénateur Benzaïm. Elle a tenu d'abord à infirmer les allégations du sénateur Benzaïm. « Je lui donne rendez-vous devant la justice » pour dénoncer les « allégations mensongères de Benzaïm » a-t-elle dit. La présidente de l'UCP a fait savoir qu'elle compte entreprendre une action en justice contre lui. « Je lui donne rendez-vous devant la justice, d'autant qu'il n'a pas apporté de preuves sur ce qu'il prétend », a fait savoir Zoubida Assoul, ajoutant : « ça se voit qu'il ne connaît pas la loi. J'étais vraiment triste quand j'ai vu ses déclarations. C'est un comportement désol-

lant qui met l'image de l'Algérie au bas de l'échelle (...) voilà ce que le FLN a produit ! », a-t-elle dénoncé. Pour Assoul, le sénateur Benzaïm a induit l'opinion publique nationale et internationale en erreur, en « racontant des mensonges et des contrevérités. Dire que j'ai un salaire de 400 000 DA, c'est totalement faux ! Pendant que moi, j'essaie d'aider mon pays, comme je l'ai d'ailleurs toujours fait, en proposant les solutions pour sortir de l'impasse politique, eux (dont le sénateur Benzaïm, ndlr) ils s'en prennent à moi pour tenter de dévier les objectifs de la révolution pacifique », a-t-elle ajouté. Dans un entretien à Sputnik, le sénateur Abdelwahab Benzaïm persiste et répond à Mme Assoul. « Je persiste et je signe, les 192 membres du CNT touchent au moins 400 000 DA.

Mme Assoul parle uniquement de ce qu'elle empoche, tout comme ses anciens collègues, en net (230 000 à 240.000 DA) oubliant que la retenue sur le brut est également un salaire, seulement indirect, qui sert par exemple à payer les soins et les médicaments, dont tous les députés, sénateurs et ministres bénéficient gratuitement » conclut-il.

Mahmoud Tadjer

CRÉSUS

Quotidien national, édité par la SARL CELIGNE Éd. & Com.

DIRECTEUR DE PUBLICATION
SAMIR MEHALLA
celigned@gmail.com

cresusdz@gamil.com
Fax : 021 65 77 85

REDACTEUR EN CHEF
SAID MEKLA

Rédaction/Administration
MAISON DE LA PRESSE
TAHAR DJAOUT
1, RUE BACHIR ATTAR
1er MAI - ALGER

Marketing : 0770 150719
dp@cresus.dz

Site : www.cresus.dz
R. C. : 15B 0808682- 09/00

Impression : EPE/SPA SIMPRAL
20 rue de la liberté Alger

Tirage :
4000 exemplaires

Publicité :
ANEP 01, rue pasteur, Alger

Tél. : 021 73 76 78
021 73 71 28
021 73 30 43

Fax. : 021 73 95 59

LE PRÉSIDENT FRANÇAIS DIT VOULOIR « AVANCER VERS L'APAISEMENT ET LA RÉCONCILIATION »

« La France reconnaît avoir torturé et assassiné Ali Boumedjel »

Après Henri Maillot, Maurice Audin, Ali Boumedjel ! Multipliant les « gestes symboliques », le président français, Emmanuel Macron, a reconnu, mardi, « au nom de la France » la « torture » et « l'assassinat » de Ali Boumedjel, brillant avocat du FLN et militant réformateur du Mouvement national.

Dans son communiqué diffusé sur le site web de l'Élysée, le président français dit faire ce « geste de reconnaissance qui n'est pas un acte isolé » pour « avancer vers l'apaisement et la réconciliation ». « La génération des petits-enfants de Ali Boumendjel, écrit le chef de l'Etat français, doit pouvoir construire son destin, loin des deux ornières que sont l'amnésie et le ressentiment. C'est pour eux désormais, pour la jeunesse française et algérienne, qu'il nous faut avancer sur la voie de la vérité, la seule qui puisse conduire à la réconciliation des mémoires ».

Emmanuel Macron rapporte avoir reçu, mardi, au Palais de l'Élysée quatre des petits-enfants de Ali Boumendjel « pour leur dire, au nom de la France, ce que Malika Boumendjel, (épouse décédée du martyr algérien, ndlr) aurait voulu entendre : Ali Boumendjel ne s'est pas suicidé. Il a été torturé puis assassiné ». Revenant sur les circonstances tragiques de l'assassinat du militant nationaliste, Macron, pour mieux diluer la responsabilité pourtant engagée de l'Etat et de l'armée française, imputera le crime au sinistre commandant Paul Aussarresses.

« Au cœur de la Bataille d'Alger, raconte le président français, Ali Boumendjel fut arrêté par l'armée française, placé au secret, torturé, puis assassiné le 23 mars 1957. Paul Aussarresses avoua lui-même avoir ordonné à l'un de ses subordonnés de le tuer et de maquiller le crime en suicide ». Empreint d'empathie, d'admiration même, le portrait de Ali Boumendjel, tiré par le pensionnaire de l'Élysée, ne manque pas de référents subliminaux au rôle positif de la colonisation. « A la France des Lumières ». Ali Boumendjel est né un 23 mai 1919, à Rélizane, souligne Macron, dans une famille « riche en talents, imprégnée de voyages, de culture et de combats politiques ». Son père, instituteur, lui transmet le goût des savoirs. « Le brillant écolier se fraya sans mal une place sur les bancs de la faculté de droit d'Alger. C'est fort d'une culture ouverte, généreuse, humaniste, puisant aux sources des Lumières, que Ali Boumendjel s'engagea bientôt en politique, contre l'injustice du



système colonial et pour l'indépendance de l'Algérie. Le discours qu'il prononça en 1955 au Congrès mondial d'Helsinki témoigne de son engagement en faveur de la paix ».

L'héritage politique de Ali Boumendjel est « important », estime Macron. « Ses combats et son courage ont marqué à jamais les esprits algériens et français, parmi lesquels René Capitant, qui avait été son professeur ». Torturé à mort, puis défenestré par les paras de Bigeard, pour maquiller le crime, la mort tragique réservée à l'avocat Boumendjel témoigne pour les milliers, millions « d'autres » morts et disparus, à jamais. Macron en fait cas : « Ali Boumendjel laissait derrière lui son épouse, Malika, et ses quatre enfants âgés alors de sept ans à vingt mois : Nadir, Sami, Farid et Dalila. Malika Boumendjel nous a quittés il y a peu, elle aurait eu cent deux ans aujourd'hui.

Elle avait fait du combat pour la vérité sur les circonstances de la mort de son mari, de son père, Belkacem Amrani, de son frère, André Amrani et de leur ami Selhi Mohand, tous disparus en 1957, celui de sa vie. Elle voulait que la vérité soit connue et reconnue de tous, pour sa famille, pour l'Histoire, pour l'Algérie et pour la France où certains de ses enfants et petits-enfants construisaient leur vie ». Aux héritiers Boumendjel, le président français dira « également sa volonté de poursuivre le travail engagé depuis plusieurs années pour recueillir les témoignages et encourager le travail des historiens par l'ouverture des archives, afin de donner à toutes les familles des disparus, des deux côtés de la Méditerranée, les moyens de connaître la vérité. Ce travail sera prolongé et approfondi au cours des prochains mois, afin que nous puissions avancer vers l'apaisement et la réconciliation ».

RÉCONCILIATION

De la réconciliation franco-algérienne, il en a été, longuement, dans l'intervention du président français qui, s'exprimait, pour la première fois, depuis la remise, le 20 janvier dernier, du rapport Stora sur la « mémoire de la colonisation et de la guerre d'Algérie ». A ce titre, Macron rappelle que son « geste » était en « conformité » avec les « préconisations » dudit rapport recommandant la « reconnaissance par la France de l'assassinat de Ali Boumendjel, avocat et dirigeant politique du nationalisme algérien ». Décrié aussi bien côté algérien que français, le rapport Stora, comporte plus d'une vingtaine de « recommandations » pour la « paix des mémoires ». « Regarder l'Histoire en face, reconnaître la vérité des faits, ne permettra pas de refermer des plaies toujours ouvertes, mais aidera à frayer le chemin de l'avenir », estime le représentant de l'Etat français. Funambule perché au-dessus de l'histoire d'une civilisation réduite en charniers par l'insondable nuit coloniale, le président français joue l'équilibre des mémoires et de l'histoire. « Aucun crime, conclut-il, aucune atrocité commise par quiconque pendant la Guerre d'Algérie ne peuvent être excusés ni occultés. Ils doivent être regardés avec courage et lucidité, dans l'absolu respect de toutes celles et ceux dont ils ont déchiré la vie et brisé le destin ». Lundi soir, lors du traditionnel point de presse, le président Abdelmadjid Tebboune avait souligné « l'excellence » des relations entretenues avec le président français. De « puissants lobbys » (...), les nostalgiques de l'Eden perdu, tentent, selon lui, de perturber les relations entre les deux pays ». Le chef de l'Etat dit ne pas vouloir s'engager, en place et lieu des Algériens. « Je ne déciderai pas à la place de 45 millions d'Algériens (...) mais nous ne renoncerons jamais à notre mémoire, mais nous n'en ferons pas un fonds de commerce », avait déclaré le président « Nous ne privilégierons pas de bonnes relations au détriment de l'histoire et de la mémoire, mais les problèmes se règlent avec intelligence et dans le calme, et non avec des slogans », concluait le chef de l'Etat.

M. Az.

PRÉTENDUES DÉCLARATIONS DE MACRON
SUR L'ENGAGEMENT MILITAIRE DE L'ALGÉRIE AU SAHEL

L'ambassade de France dément

L'ambassade de France à Alger a « formellement » démenti des propos « faussement » attribués au président français, Emmanuel Macron selon lesquels il aurait affirmé « l'engagement » de l'Algérie dans une intervention militaire dans le cadre du G5 Sahel, tout en se félicitant de son « réengagement politique » dans cette région. « L'Ambassade de France dément formellement les fausses informations qui circulent sur les réseaux sociaux concernant des propos prêtés au Président de la République française.

Lors de la conférence des chefs d'Etat des pays membres du G5 Sahel, le Président Macron n'a jamais affirmé que l'Algérie avait pris l'engagement d'une intervention militaire dans le cadre de cette force », lit-on dans un communiqué de l'ambassade rendu public

hier. Le président de la République française s'est félicité, par contre, de « l'engagement politique de l'Algérie suite à la tenue de la réunion du Comité de suivi de l'Accord d'Alger à Kidal le 11 février », réunion, rappelle l'ambassade, à laquelle M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, avait participé. Lors de son entrevue avec des responsables de médias nationaux, diffusée lundi soir par l'ENTV, le président de la République Abdelmadjid Tebboune avait clairement signifié en réponse justement aux « prétendues » déclarations de Macron que l'ANP « ne sera pas envoyée à l'étranger », précisant que notre mission étant d'« aider nos voisins à surmonter les étapes difficiles et les crises qu'ils traversent ».

T. N.

« GESTE DE RECONNAISSANCE » DU PRÉSIDENT FRANÇAIS

Les « lobbys » de l'extrême droite irrités

La réaction de l'extrême droite française, aux « gestes d'apaisement » du président français, ne se sont pas fait attendre. À peine Macron a-t-il reconnu « la torture au nom de l'État français » qu'a subie Ali Boumendjel et bien d'autres, la cheffe de file du Front national, Marine Le Pen a réagi de façon épidermique dans un tweet écrivant qu'« alors que le communautarisme et l'islamisme progressent et se nourrissent de nos faiblesses, Macron continue d'envoyer les signaux désastreux de repentance, de division et de haine de soi ». Le Rassemblement national, autre groupuscule extrémiste a réagi aussi par la voix de Louis Aliot, maire de Perpignan pour qui « la repentance à outrance générera une exacerbation des tensions mémorielles. L'accusation permanente de la

France contribue à la fracture nationale qui gangrène le pays ». Evoquant lors de sa dernière entrevue avec la presse le dossier de la mémoire et les relations entre l'Algérie et la France, le président Tebboune a, à juste titre, parlé de « puissants lobbys » qui gangrèment les relations entre les deux pays. Il a fait état dans ce sens, de puissants lobbys en France, notamment « en impliquant des voisins et qui s'emploient à parasiter les relations entre les deux pays et un autre représentant ceux qui ont perdu leur paradis (l'Algérie) et qui leur reste en travers de la gorge », allusion aux « nostalgiques de l'Algérie française ». Le Président français, a-t-il poursuivi « est au courant du puissant lobby qui cherche à saper les relations entre les deux pays ».

R. N.

M^{ME} FATTOUMA LAKHDARI, SPÉCIALISTE EN AGRICULTURE SAHARIENNE

«Le modèle oasien s'impose comme modèle à généraliser»

«Selon la spécialiste en agriculture saharienne, M^{me} Fattouma Lakhdari, le modèle oasien qu'offrent les wilayas d'El Oued et de Tougourt qui ont réussi la passe d'autosuffisance en produits d'excellence exportables s'impose comme modèle à généraliser dans les territoires du sud du pays représentant 87% du sol algérien.»

Aussi pour elle, la sauvegarde de la sécurité alimentaire passe nécessairement par un développement territorial global, juste, équilibré et correct. «On est obligé d'aller vers une équité sociale, territoriale et développementale», a-t-elle martelé mettant en exergue la condition de mettre tous les paramètres et les conditions idoines. «Il y a des projets qui peuvent nous paraître très intéressants pouvant donner des résultats, quelques temps, au risque de laisser parfois des catastrophes ou des situations tristes à décrire. Nous avons donc à favoriser la prudence quand on met un programme de développement devant tenir compte parfois des critères biophysiques de tel ou tel territoire mais aussi des critères socio-économiques tout en intégrant le tout dans la vision globale du développement de notre pays», a insisté Mme Fattouma Lakhdari lors de son passage hier à la Chaîne III. Cette experte privilégie une vision globale du développement territorial qui doit être, selon elle, harmonieux et fait sur des bases sûres afin de préserver les écosystèmes sahariens. «L'Algérie, rappelle-t-elle, a développé les compétences nécessaires dans chaque région du pays et il existe même un réseau universitaire, des centres de recherche, sans oublier les centres de formation professionnelle qu'il faudrait impliquer dans la démarche du développement territorial avec une vision multisectorielle. Il revient à bien exploiter ce potentiel à bon escient». Pour préserver cette dynamique, la spécialiste recommande impérativement des études et avec les compétences, aujourd'hui dispo-



nibles et capables d'indiquer les méthodes, les voies, la démarche à suivre ainsi que les conditions idoines à mettre en place en aval du lancement. «Autrement dit, il faut aller d'une vision collective, une démarche collective et d'une action collective», insiste-elle citant l'exemple de la chaîne de sécurité alimentaire sachant que le secteur de l'agriculture reste le noyau autour duquel gravitent des programmes, des efforts et une démarche qui a été bien suivie, à défaut l'année Covid-19 (2020) aurait pu être fatale pour les Algériens sur le plan de la production, et la sécurité alimentaire.

Mme Fattouma Lakhdari insiste sur le fait de repenser la vision autour et dans la vie ainsi que les indicateurs stratégiques au niveau de ces zones qui manquent d'eau, d'électricité et d'autres commodités pouvant améliorer les conditions de vie et la stabilité des gens dans ces régions. «On ne peut imaginer un flux migratoire du Nord vers le Sud si l'on ne prend pas en compte les exigences de ces habitants, Algériens au demeurant, qui ont les mêmes droits et devoirs» dit-elle. Selon Mme Lakhdari, «on ne pourra jamais assurer notre sécurité alimentaire à 100% si on laisse le secteur de l'agricul-

ture se dépatouiller tout seul. Notre salut est dans une démarche intégrée impliquant l'agriculture, l'industrie, le secteur de la recherche scientifique et du dispositif de la formation, étroitement lié à l'enseignement supérieur et même au secteur de l'éducation pour lequel il faut reconsidérer le profil des lycées agricoles qui sont d'un grand intérêt», a-t-elle plaidé. Car il y va, de son avis, de l'importance du développement de ce secteur vital pour le pays en apportant une réponse à l'ultime question qu'on se pose tous : à quand va-t-on préparer la relève ?

M. T.

FORCES NAVALES

L'Italie va livrer deux dragueurs de mines à l'Algérie



Le constructeur naval italien, Intermarine, livrera cette année, deux dragueurs de mines aux forces navales algériennes. Ce type de navires de guerre est équipé d'une drague qui fonctionne mécaniquement et que l'on emmène dans des zones marines susceptibles d'être peuplées de mines afin qu'il procède à leur destruction. La flotte de la marine algérienne a déjà été renforcée par deux autres navires, fournis par le même constructeur. En effet, le 15 décembre dernier, le dragueur de mines El Kassih-2, numéro de corps 502, avait accosté à Alger. Selon un communiqué du ministère de la Défense nationale, le dragueur de mines El Kassih-2 était le deuxième dragueur de mines en mer de nouvelle génération reçu par l'Algérie. Ces contrats signés entre Alger et Rome prouvent bien que la coopération entre les deux pays méditerranéens tend à se renforcer dans le domaine de la sécurité, depuis quelques années.

CONSULTATIONS POLITIQUES ALGÉRO-ESPAGNOLES

Réunion périodique par visioconférence

Le SG du ministère des Affaires étrangères, Chakib Rachid Kaïd, a coprésidé, mardi dernier par visioconférence, avec Mme Cristina Gallach Figueras, Secrétaire d'Etat espagnole pour les Affaires étrangères, l'Amérique latine et les Caraïbes, la réunion périodique des consultations politiques algéro-espagnoles, a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Les deux parties ont eu l'occasion, lors de cette réunion, de passer en revue les relations bilatérales dans leur ensemble, ainsi que les moyens de les promouvoir davantage à la faveur des

réformes politiques initiées par le Président de la République, Tebboune, a précisé le communiqué. Kaïd et Mme Gallach sont convenus, à cet effet, selon la même source, de « programmer la 8e session de la réunion algéro-espagnole de haut niveau avant la fin de l'année en cours, afin de donner un message politique fort aux acteurs économiques dans les deux pays pour s'engager résolument dans l'approfondissement des relations d'affaires et de partenariat entre les deux pays à la lumière des changements législatifs et réglementaires importants intervenus en Algérie. «Les

questions politiques internationales et régionales d'intérêt commun ont été également au menu des discussions entre les deux responsables, notamment la question du Sahara occidental, la situation en Libye, au Sahel, au Proche-Orient, la coopération euro-méditerranéenne ainsi que les problématiques de la migration irrégulière, la lutte contre le terrorisme, les changements climatiques, la coordination et la solidarité internationales et régionales, dans le contexte épidémiologique actuel», selon le communiqué.

R. N.

EN RAISON DE L'APPARITION DE LA GRIPPE AVIAIRE

La Russie interdit l'importation de volailles d'Algérie

Le service fédéral russe de santé vétérinaire et végétale a interdit l'importation de produits avicoles, d'oiseaux vivants et d'œufs en provenance d'Algérie en raison de la détection des cas de grippe aviaire hautement pathogène. La Russie a interdit l'importation d'oiseaux vivants, d'œufs, de plumes, de la viande de volaille et toutes sortes de produits de volaille en provenance de l'Algérie. En effet, selon l'agence de presse Sputnik, le service fédéral a indiqué qu'après la propagation et la détérioration de la situation

épidémiologique en Algérie due au virus hautement contagieux de la grippe aviaire, les restrictions temporaires ont été imposées depuis le 2 mars 2021 à l'importation des produits arrivants vers la Russie depuis l'Algérie. L'agence a précisé que la procédure a été décidée suite à un rapport de l'Organisation mondiale de la santé animale (OMS) sur la propagation d'une classe très dangereuse de la grippe aviaire H5N8 en Algérie. Un foyer de grippe aviaire HRN8 hautement pathogène avait été découvert dans un éleva-

ge de volailles à Ain Fakroun dans la wilaya d'Oum el Bouaghi. Plus de 51 200 oiseaux ont été atteints, 50 000 en sont décédés tandis que 1 200 ont été éliminés. Il s'agit d'un élevage de poules pondeuses de 29 semaines ayant présenté des signes cliniques évocateurs de l'Influenza aviaire. Le secteur de l'agriculture et de développement rural a pris les mesures nécessaires au niveau des services vétérinaires et les services des forêts pour éviter la propagation de virus de la grippe aviaire H5N8.

EN VUE DE L'OUVERTURE
PROCHAINE DE L'ESPACE AÉRIEN

Le personnel d'Air Algérie entame l'opération de vaccination

Le porte-parole de la compagnie aérienne Air Algérie, Amine Andaloussi, a apporté hier de nouvelles précisions concernant la suspension des vols, le remboursement des billets et la reprise des dessertes de la compagnie nationale.

Dans un entretien accordé hier au site spécialisé Visa & Voyages Algérie -VVA, le porte-parole de la compagnie aérienne Air Algérie a indiqué que la décision de la suspension des vols «relève des pouvoirs publics». Il rappelle à cet égard que les autorités compétentes ont procédé «à la fermeture de l'espace aérien en raison de la conjoncture sanitaire mondiale» liée à la Covid 19 soulignant au passage que la compagnie aérienne reste «à l'écoute des recommandations des instances sanitaires». A cet égard, il a indiqué que le personnel d'Air Algérie appliquera toutes les mesures qui peuvent servir à freiner la propagation de la Covid 19 et de son variant anglais. Il a cité à titre d'exemple la campagne de vaccination du personnel de la compagnie aérienne, qui est entrée en phase de recensement. Elle concerne, selon lui, et en premier lieu le personnel navigant qui est prioritaire, avant de passer au personnel d'escale, souligne-t-il. S'agissant de l'enquête européenne sur les remboursements, le porte-parole de la compagnie a fait savoir qu'Air Algérie «n'a reçu aucune notification à ce jour». Concernant le remboursement des billets, il a par contre assuré qu'Air Algérie a préféré opter «pour la revalidation gratuite» car dit-il «la situation financière de la compagnie ne permet pas à l'heure actuelle de procéder au remboursement».

VARIANT ANGLAIS DE LA COVID 19

L'Institut Pasteur confirme 5 nouveaux cas

L'Institut Pasteur Algérie (IPA) a confirmé hier la contamination de cinq cas positifs au variant anglais de la Covid 19, suite à des analyses auxquelles ils étaient soumis. Pour rappel, ces cinq personnes, suspectées en début de semaine, ont été placées en observation par mesure de prévention contre le risque de propagation de la souche britannique du virus. Ces cinq cas positifs viennent ainsi s'ajouter aux deux premiers cas positifs identifiés la semaine dernière dont un ressortissant algérien rentré de France pour assister à l'enterrement d'un parent et un travailleur dans le secteur de la santé.

CONSEIL NATIONAL ÉCONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL (CNESE)

Le président plaide pour la suppression du CNI

Le président du Conseil national économique, social et environnemental (Cnese), Reda Tir, a vivement recommandé la suppression du Fonds national d'investissement (CNI), qui d'après son argumentation, il a failli à ses missions pour lesquelles il a été créé.

L'invité hier d'une Chaîne de télévision privée, n'a pas manqué de critiquer la gestion du CNI, la jugeant très bureaucratique dans le traitement des dossiers, notamment en matière d'investissements présentant un intérêt stratégique pour l'économie nationale. Dans ce cadre, il a déclaré que de nombreuses lois sont faites spécialement pour entraver le processus de l'investissement et donc, elles doivent être automatiquement supprimées. Qui plus est, il a appelé à la nécessité d'activer l'autorité de contrôle des marchés publics, c'est pourquoi le Cnese a présenté plusieurs rapports périodiques dans ce sens au gouvernement. Sur un autre volet, le président du Cnese est revenu sur le fameux projet de la route transsaharienne qui sera réceptionné en juin prochain après l'achèvement total du projet reliant Alger à la ville de Lagos (Nigeria) sur un linéaire de plus de 4 000 kilomètres. Tir a souligné que l'Algérie a joué pleinement son rôle sur la route transsaharienne car notre pays a toujours plaidé pour l'encouragement des échanges commerciaux avec les pays voisins et le Sahel. Néanmoins, il a estimé que les exportateurs font toujours face à plusieurs obstacles, à savoir l'insuffisance dans le transport et la chaîne logistique, la cherté de l'acheminement des marchandises exportées et la faiblesse du transport ferroviaire pour réduire les coûts, notamment lorsqu'il s'agit d'exporter des produits vers des pays africains et arabes. A cet effet, le président du Cnese, a appelé le gouvernement à lever tous les obstacles liés aux exportations. Dans ce même ordre d'idées, Tir a annoncé à cette occasion que la première réunion officielle consacrée à l'évaluation de ce méga projet de la route transsaharienne,



sera organisée aujourd'hui à Alger avec la participation des ministres et d'ambassadeurs des pays concernés. Il s'agit également de préparer un rapport complet sur le bilan des travaux de réalisation ainsi que des recommandations, lequel bilan sera soumis au Président de la République, Abdelmadjid Tebboune. L'orateur a aussi expliqué que cette rencontre se tiendra en présence des représentants du Cnese, mais également, les ministres du Commerce, des Affaires

étrangères, des Transports et des Travaux publics, ainsi que de monsieur Mohamed Ayadi, secrétaire général du Comité de liaison de la route transsaharienne, et les ambassadeurs des six pays concernés. Le président du Conseil a appelé à l'utilisation de cette route pour pénétrer le grand marché africain tout en considérant que le moment est venu pour booster les exportations algériennes hors-hydrocarbures au niveau du continent africain. **Rabah Karali**

UNITÉ DE TRITURATION DES GRAINES OLÉAGINEUSES DE JIJEL

Elle assurera 40 % des besoins du marché national en huile de table

L'unité de trituration des graines oléagineuses, située dans la commune de Taher (wilaya de Jijel), permettra, une fois opérationnelle, de couvrir 40 % des besoins du marché national en huile de table et 70 % en aliments de bétail, a-t-on appris mardi auprès d'un responsable technique de cette unité. A ce propos, ses responsables ont indiqué, à l'APS, que la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors du dernier conseil des ministres, le 28 février dernier, de charger le ministre du Commerce de «trouver une solution immédiate pour engager le transfert de propriété de l'usine de Jijel de production d'huile de table après les jugements définitifs prononcés contre ses anciens propriétaires et d'accélérer sa remise en production aura assurément un impact positif sur l'économie nationale et le marché local». Dans ce contexte, Sofiane Mokhtari, responsable de l'électricité et l'automatisme, a affirmé qu'une fois opérationnelle, la production de l'unité couvrira 40 % des besoins du marché national en huile de table ainsi que 70 % des besoins en aliments de bétail, estimant toutefois que l'arrêt des travaux de réalisation en juin 2019 a «considérablement affecté les équipements engendrant des surcoûts en devises pour le stockage». De son côté, Khaled Boulaâbaiz, responsable de la maintenance et des équipements, a indiqué que ce projet générera 350 emplois permanents et 2 500 non permanents, ajoutant que cette usine est capable de transformer quotidiennement environ 6 000 tonnes de graines de soja permettant l'extraction de 20 % d'huile destinée aux transformateurs



pour produire l'huile de table et 80 % destinés aux aliments de bétail. Ce responsable a également ajouté que l'usine dispose d'unités de stockage d'une capacité de 100 000 tonnes de fourrages, de 30 000 tonnes d'huile ainsi qu'une capacité de transformation annuelle de 1,9 million de tonnes, assurant que sa mise en activité aura un impact positif pour la Société nationale des transports ferroviaires

(SNTF), dont le chiffre d'affaires est appelé à augmenter et le volume de marchandises transportées atteindra 2 millions de tonnes. Pour sa part, le directeur de l'industrie, Mohamed Lamine Bouchemal, la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de relancer le projet de l'usine de trituration des graines oléagineuses représente un «important acquis économique» pour la région et pour le pays en matière de création de richesse et d'épargne de devises. A noter que les travaux de cette usine qui s'étend sur plus de 16 ha ont été lancés en 2015 pour un coût de 250 millions de dollars. Elle compte trois entités, dont deux sont situées dans le port de Djen-djen et la troisième dans la zone industrielle de Bazoul, dans la commune de Taher. Pour rappel, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné lors des travaux du dernier Conseil des ministres, tenu dimanche passé, de hâter les efforts afin de permettre à l'usine de Jijel de production d'huile de table d'entrer en phase de production. Selon le communiqué de la présidence de la République, «le président Abdelmadjid Tebboune a chargé le ministre du Commerce de rechercher une solution immédiate pour engager le transfert de propriété de l'usine de Jijel de production de l'huile de table suite aux jugements définitifs rendus contre les anciens propriétaires et à accélérer sa remise en production». Le président de la République avait également donné des instructions concernant «l'activation effective des dispositions de loi sur la concurrence interdisant le monopole, la pénurie et la lutte contre la spéculation».

L'INVITANT À ÉTENDRE SON RÉSEAU

Arkab appelle Sonelgaz à fournir un service public de qualité

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a appelé à Alger le Groupe Sonelgaz à œuvrer pour fournir aux citoyens un service public de qualité, indique un communiqué du ministère. Le ministre s'exprimait lors d'une réunion qu'il a présidée au siège de la Direction générale de Sonelgaz, en présence du P-DG du Groupe, Chaïr Boulakhras, de cadres centraux et des présidents des différents établissements et filiales relevant du Groupe, note le communiqué. Lors de cette réunion, le ministre a donné des instructions portant sur le raccordement du secteur agricole, des secteurs productifs et des investisseurs dans le domaine industriel aux diverses sources d'énergies, qu'elles soient traditionnelles, renouvelables ou nouvelles. Insistant sur l'impératif pour le Groupe d'œuvrer à créer un mix énergétique diversifié permettant de sécuriser l'énergie à l'avenir, et donner naissance à un nouveau créneau créateur de richesses et d'emplois, Arkab a relevé l'impératif pour le Groupe Sonelgaz d'être un garant véritable, effectif et permanent du service public et avec la qualité requise. Le ministre a mis en avant, en outre, les efforts des travailleurs et des cadres de la Sonelgaz durant la pandémie, rappelant que le Groupe avait prouvé, lors de cette conjoncture sanitaire, ses capacités importantes à garantir l'énergie au pays, notamment pendant les périodes critiques. Lors de cette rencontre, le bilan général du Groupe, les perspectives et les défis de la Sonelgaz et son programme d'investissement sur le court et moyen terme ainsi que la stratégie globale du Groupe ont été exposés, outre le rôle de la société pour mener à bien l'opération de transition énergétique en Algérie.

Il a été également question de la présentation de la vision du Groupe sur le plan international et sa présence sur les scènes internationale et régionale, en sus du développement des diverses sources énergétiques en Algérie à travers le soutien des énergies renouvelables et nouvelles, conclut le communiqué.

R. E.

LES INVESTISSEURS RIVÉS SUR L'OPEP+

Le pétrole avance à petits pas

Dans l'attente d'une première réunion de l'Opep+ plus tard dans la journée et du Sommet ministériel du cartel et ses alliés prévu aujourd'hui, les prix du pétrole repartaient hier de l'avant, après un accès de faiblesse la veille. Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai gagnait 1,69% à Londres par rapport à la clôture de la veille, à 63,76 dollars. Dans le même temps, le baril américain de WTI pour avril s'appréciait de 1,61% à 60,71 dollars. La veille, les deux contrats de référence avaient cédé du terrain, le WTI repassant sous la barre des 60 dollars le baril pour la première fois depuis le début de la semaine passée. Les investisseurs «sont en mode attentiste avant la réunion de l'Opep», a commenté Carlo Alberto de Casa, analyste d'Activtrades.

Les 23 de l'Alliance Opep+, qui regroupe les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et dix alliés, se retrouvaient hier par visioconférence à l'occasion du désormais mensuel Comité de suivi de l'accord en vigueur de réduction de la production du groupe (JMMC). En préambule mardi, le secrétaire général de l'Opep, Mohammed Barkindo, a souligné l'amélioration des perspectives du marché pétrolier mondial et de l'économie en général, selon un communiqué mis en ligne par le groupe. Il a également incité à la «prudence». La principale réunion de la semaine pour le groupe de producteurs reste le Sommet ministériel prévu aujourd'hui. Début janvier, l'Alliance des 23 avait convenu après deux jours d'après négociations d'ouvrir petit à petit les vannes jusqu'en mars, se donnant rendez-vous à ce moment-là pour statuer sur la politique à mener à compter d'avril. Le marché digère par ailleurs la publication mardi par l'American Petroleum Institute (API), la fédération qui regroupe les professionnels du secteur pétrolier aux Etats-Unis, de stocks de brut en hausse de 7,4 millions de barils la semaine passée dans le pays.

L'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), aux estimations jugées plus fiables, publiera ses chiffres plus tard dans la journée. Selon la médiane d'analystes interrogés par l'agence Bloomberg, les stocks sont à l'inverse attendus en baisse, de 1,3 million de barils.

R. E.

UN DÉCRET EXÉCUTIF PUBLIÉ AU JOURNAL OFFICIEL

L'exercice de l'assurance Takaful encadré

Un décret exécutif fixant les conditions et modalités d'exercice de l'assurance Takaful a été publié au Journal officiel (JO) n°14 du 28 février 2021. Dans le chapitre consacré aux dispositions générales, il est expliqué que l'assurance Takaful est un système d'assurance basé sur un mode contractuel auquel adhèrent des personnes physiques et/ou morales appelées «participants».

Les participants qui s'engagent à s'entraider, en cas de réalisation du risque ou au terme fixé au contrat d'assurance Takaful, procèdent au versement d'une somme à titre de donation, appelée «contribution». Les contributions, ainsi versées, permettent la création d'un fonds appelé «fonds des participants» ou «compte des participants». Les opérations et les actes liés à l'activité d'assurance Takaful obéissent aux principes de la char'ia islamique qui doivent être respectés. Avec la publication de ce décret instaurant l'assurance Takaful, il est prévu de «consolider l'approche adoptée par le Gouvernement dans son plan d'action pour le développement de la finance alternative de manière à capter l'épargne se trouvant hors du circuit bancaire», avait indiqué un communiqué des services du Premier ministre ayant sanctionné la réunion d'une réunion des ministres tenue le 27 janvier dernier. L'assurance Takaful peut, selon le décret, être exercée par une société d'assurance exerçant, exclusivement, des opérations d'assurance Takaful ou alors par une organisation interne dite «Fenêtre» au sein d'une société d'assurance exerçant des opérations d'assurance traditionnelle. Dans ce cas, cette société est tenue de séparer, sur le plan technique, comptable et financier, les opérations d'assurance Takaful des opérations relatives à l'assurance traditionnelle. Pour ce qui est du modèle d'exploitation «la Wakala», la société exerçant l'assurance Takaful, s'engage à gérer le fonds, en contrepartie d'une rémunération sous forme d'une commission dite «commission de la Wakala», calculée sur la base d'un taux fixe appliqué aux montants des contributions versées. Selon le modèle d'ex-



ploitation «la Moudharaba», la société exerçant l'assurance Takaful, s'engage à gérer le fonds, en contrepartie d'une rémunération calculée sur la base d'une part prédéfinie des excédents techniques et financiers générés par le fonds. Enfin, le modèle d'exploitation, la société exerçant l'assurance Takaful s'engage à gérer le fonds, en contrepartie d'une rémunération composée d'une commission de la Wakala et d'une part prédéfinie des excédents techniques et financiers générés par le fonds.

A la clôture de l'exercice, le solde du fonds constitue le résultat technique

issu de la différence entre les recettes et les dépenses. Si le solde du fonds est positif, le montant de ce solde est réparti selon les conditions contractuelles. Si le solde du fonds est négatif, la société exerçant l'assurance Takaful peut procéder à l'octroi d'une dotation au fonds des participants, appelé «Qardh El Hassan». Le montant du Qardh El Hassan est remboursé à partir du solde positif du fonds qui sera réalisé ultérieurement. Le montant du Qardh El Hassan ne peut dépasser 70 % du montant des capitaux propres de la société exerçant l'assurance Takaful.

Hafid M.

LES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES ONT ATTEINT 2,26 MDS USD

Encore des efforts à faire

Les exportations hors hydrocarbures ont atteint en 2020 plus de 2,26 milliards de dollars, contre 2,58 milliards en 2019, soit une baisse de 312 millions de dollars (12,59%), selon un bilan présenté par le sous-directeur chargé du suivi et de la promotion des exportations au ministère, Abdellatif El Houari, lors d'une journée d'études sur la promotion des exportations. Ainsi, les exportations hors hydrocarbures représentent 9,48% du volume global des exportations algériennes, estimées à 24 milliards de dollars contre 34,8 milliards de dollars en 2019 (-33,57%). Dans son intervention lors de cette rencontre organisée par le ministère, El Houari a expliqué cette baisse des exportations hors hydrocarbures par le gel de l'exportation de certains produits stratégiques, en raison de la propagation de la pandémie de la Covid 19, à partir du mois de mars.

Evoquant la nature des exportations, le directeur a indiqué que les engrais minéraux et chimiques étaient à la tête des produits algériens les plus vendus à l'étranger avec un montant de 733,97 millions USD en 2020 contre 728,48 mil-



lions USD en 2019 soit une hausse de 0,75%. Il a également fait état de 303 millions USD générés par l'exportation du sucre en 2020 contre 260 millions USD en 2019 (+16,80%), alors que les exportations du ciment ont atteint 81,8 millions USD en 2020, soit une augmentation de 34,87% par rapport à 2019 (60,60 millions USD). De leur côté, les exportations

en matière de dates ont atteint l'année passée 73,03 millions USD contre 63,78 millions USD en 2019 (+14,49%). Les produits algériens ont été exportés vers des pays européens, africains, asiatiques, américains et sud-américains, précise Houari, ajoutant que 1 219 exportateurs algériens de différents produits ont été recensés en 2020.

R. E.

CENTRE D'INSTRUCTION DE L'ARME BLINDÉE DE BATNA

De nombreux visiteurs aux Journées d'information



Le Centre d'instruction de l'arme blindée chahid Messaoud Mebarkia (Batna), relevant de la 5ème région militaire a ouvert mardi ses portes au public.

Devant se poursuivre jusqu'au 4 mars en cours, la manifestation, qui a été organisée au Centre d'information territorial chahid Omar Ben khemis, au chef-lieu de wilaya, a attiré de nombreux visiteurs notamment des jeunes.

Dans son allocution d'ouverture, le général Belkacem Kessissa, commandant de l'Ecole supérieure de l'arme blindée (ESAB) de la commune de Oued Chaâba de Batna, a précisé que cette manifestation est "une opportunité pour le large public de connaître les différentes missions et

activités du Centre, qui assure la formation de soldats compétents pour l'accomplissement avec professionnalisme des tâches qui lui sont confiées et ce en toutes circonstances".

L'officier supérieur a également affirmé que l'occasion est propice pour faire découvrir au public les progrès réalisés dans le domaine de la formation, notamment les moyens pédagogiques modernes, les programmes de formation et les capacités humaines et matérielles dont le centre dispose, à l'instar des capacités considérables mises en place par le Haut Commandement de l'ANP, mobilisées en faveur de toutes ses structures de formation en vue de promouvoir le système de formation. De son côté, le commandant du Centre d'instruction de l'arme blindée, le capitaine Seddik Medjedoub a indiqué que la manifestation s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan de communication sectoriel du Commandement des forces terrestres

visant à informer le public sur les modalités de recrutement, faisant savoir que des ateliers ont été réservés à cet effet, à l'instar d'un film mettant en évidence les différentes étapes de formation et de recrutement.

Aussi, il a souligné que le centre s'occupe de la formation des élèves officiers contractuels, des élèves sous-officiers contractuels et les appelés du service national.

Différents stands ont été consacrés à la présentation des moyens et des équipements pédagogiques, des vêtements en plus de renseignements sur les conditions de recrutement dans le corps blindé à travers des photographies sur la formation et l'entraînement dans ce centre.

La manifestation, dont l'ouverture a été présidée par le wali, Toufik Mezhoud, a été marquée par la présentation d'un film documentaire sur le centre, créé le 14 juin 2008 au sein de l'Ecole d'application de l'arme blindée de Batna.

DESTINÉ AUX ZONES D'OMBRE

Entrée en service d'un bureau de poste mobile à Nâama

Un nouveau bureau de poste mobile est entré mardi en service, au profit des populations des zones d'ombre de la wilaya de Naama, a-t-on appris auprès de la direction de la poste et des télécommunications. Ce bureau de poste itinérant, le deuxième du genre après le renforcement de l'unité "Algérie poste" dans la wilaya par un équipement approprié, sillonnera différents regroupements d'habitat secondaires et zones d'ombre suivant un programme mensuel à même d'offrir l'ensemble des prestations assurées dans les bureaux de poste fixe, a-t-on indiqué de même source. Cette mesure vise à garantir et à élargir la couverture postale dans 19 zones de regroupement et localités enclavées, classées comme zones d'ombre de la wilaya. Elle intervient après que l'unité de "Algérie Poste" de Naama ait pris l'initiative de lancer l'activité du guichet postal itinérant qui assure des services postaux au profit des zones d'ombre à faible densité se trouvant à proximité de centres urbains, a-t-on ajouté. L'unité de "Algérie poste" de Naama poursuit, en coordination avec la direction de commerce de la wilaya, une opération d'encouragement des commerçants à généraliser l'usage des terminaux de paiement électronique (TPE). Il a été distribué, jusqu'à présent plus de 65 appareils de paiement électronique (TEP) et l'opération se poursuit toujours pour généraliser ce service, a-t-on souligné.

TÉLÉPHÉRIQUE BLIDA-CHRÉA

Reprise du service la semaine prochaine

Le téléphérique reliant la ville de Blida à la région montagneuse de Chréa reprendra du service à partir de la semaine prochaine, a-t-on appris, mardi, auprès du directeur du transport de la wilaya. "Ce télécabine assurant la liaison entre les villes de Blida et Chréa, reprendra du service la semaine prochaine, suite à une importante opération de maintenance ayant consisté dans le renouvellement de ses câbles, s'étendant sur près de 8 km", a indiqué à l'APS Ramdane Cherif Idir. Ajoutant que la reprise d'activité de ce moyen de transport fait suite à l'annonce de la décision du Premier ministre relative à la reprise d'activité du métro et des téléphériques, suspendue en raison de la pandémie du nouveau coronavirus, a-t-il précisé. Le responsable a assuré, en outre, l'adoption d'un protocole sanitaire rigoureux fixé par le ministère de tutelle, portant notamment sur l'impératif du port du masque de protection et du respect de la distanciation physique, avec la présence de quatre passagers seulement par cabine, au lieu de six, pour préserver la santé des usagers. A noter que le téléphérique de Chréa était à l'arrêt pour plus d'une année, pour cause de travaux de maintenance, avant la survenue de la pandémie de la Covid-19, ayant nécessité la mise à l'arrêt des différents moyens de transport, a signalé M. Idir. Cette reprise devrait contribuer, selon la même source, à une relance de l'activité au niveau de la région touristique de Chréa, durement impactée par la pandémie, tout en évitant aux visiteurs de cette région les encombrements de la RN37, reliant Blida à Chréa, avec en prime être aux premières loges pour jouir des paysages féériques de cette région, notamment ses cèdres de l'Atlas. Le téléphérique de Chréa compte 138 cabines assurant le transport de près de 500.000 personnes/an.

CONTRATS PRÉ-EMPLOI

Insertion de 467 bénéficiaires à Tissemsilt

Pas moins de 467 bénéficiaires de contrat pré-emploi ont été insérés dans des postes de travail permanents dans la wilaya de Tissemsilt jusqu'à la fin de la semaine passée, a-t-on appris de la direction de l'emploi. Abdelkrim Belabdi a indiqué, à l'APS, que ces bénéficiaires de contrats de dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle et sociale ont été installés, à titre de permanent, dans leurs postes de travail. Ces derniers font partie des vagues prioritaires dans cette opération de permanisation ayant touché les catégories totalisant une expérience professionnelle de plus de 8 ans de même que celles disposant d'une expérience entre 3 et 8 ans, a-t-il fait savoir.

Ceux concernés par cette opération de titularisation, intervenue en application des instructions prises par l'Etat, sont répartis à travers 49 instances publiques au niveau de la wilaya dont le secteur des finances (directions des impôts, les biens de l'Etat et le trésor public), la direction des ressources en eau et les services communaux. Le même responsable a révélé qu'il reste 4.666 bénéficiaires du dispositif d'aide d'insertion professionnelle et d'insertion sociale concernés par l'opération pour l'année prochaine au niveau des différentes instances et administrations publiques.

OUARGLA

Pose d'implants cochléaires au profit de 31 enfants

Trente-et-une (31) opérations de pose d'implants cochléaires au profit d'enfants atteints de surdité à la naissance ont été effectuées à l'Etablissement public hospitalier (EPH) Mohamed Boudiaf d'Ouargla, à l'initiative de l'association "Hemsset Amel" (murmure d'espoir) des sourds-muets.

Inscrites au titre du programme de jumelage entre l'EPH-Mohamed Boudiaf et l'EPH de Kouba (Alger), ces opérations ont été menées du 28 février au 2 mars courant par un staff médical composé de spécialistes en ORL, sous la conduite du Pr. Necib Aït-Mesbah, qui aura à assurer également le contrôle des patients et leur qualification orthophonique, a précisé le directeur de la santé de la wilaya de Ouargla

Tarek Belbey. L'EPH-Mohamed Boudiaf d'Ouargla est l'unique structure à travers le Sud du pays à pratiquer ce genre d'interventions d'implants cochléaires, aux couts élevés couverts par la DSPRH et l'Assemblée populaire de la wilaya (APW) d'Ouargla, a souligné de son côté, le chef de service "ORL" de l'EPH -Ouargla, M. Karim Messaoudi.

L'on relève en parallèle l'organisation des interventions chirurgicales, par endoscopie, des sinus, des amygdales et de la thyroïde au profit de 30 patients souffrant de problèmes d'ORL, en plus des actions d'amélioration auditive au profit de 20 enfants ayant bénéficié de la pose de cette prothèse auditive.

Favorablement accueillie par les parents d'enfants, cette initiative médicale de pose d'implants est également mise à profit par consolider les qualifications en la matière et d'échanger les expériences médicales entre les équipes médicales. Le président de l'association "Hemsset Amel", M. Sâad Derbali, a fait part du dépôt de 150 demandes relatives à la pose de pareilles prothèses pour enfants, émanant de la wilaya d'Ouargla et d'autres régions du sud du pays.

Le même responsable a rappelé que près de 114 opérations d'implants cochléaires avaient été menées, depuis 2009 au profit des enfants âgés d'un (1) à huit (8) ans issus de différentes régions du sud du pays

NOUVELLES ATTAQUES TERRORISTES AU NIGERIA

Au moins 6 civils tués à Dikwa

Au moins six civils ont été tués et plusieurs autres blessés dans les attaques terroristes contre la ville de Dikwa lundi et mardi dans le nord-est du Nigeria, a affirmé hier une coalition de 54 ONG internationales installées au Nigeria.

«**A**u moins six civils ont perdu la vie dans des échanges de tirs, plusieurs autres ont été blessés ou sont toujours portés disparus, tandis que des milliers de personnes essaient de fuir la ville après ces attaques», écrit Nigeria INGO Forum dans un communiqué. Les autorités n'ont pas encore communiqué de bilan, mais l'armée avait affirmé mardi après-midi avoir repoussé les terroristes en dehors de la ville. Plus tôt, les Nations unies avaient "condamné avec fermeté" cette attaque qu'elles décrivaient mardi à la mi-journée comme "toujours en cours". Selon l'ONU, plusieurs agences humanitaires et un hôpital ont été incendiés ou endommagés dans cette «violente attaque» menée par un «groupe armé non étatique». Lundi soir, des sources militaire et humanitaire avaient affirmé à l'AFP que l'attaque avait été perpétrée par des combattants du groupe Etat islamique en Afrique de l'Ouest (Is wap), très présent dans la zone. Ces sources affirmaient également que 25 travailleurs humanitaires étaient bloqués à l'intérieur de ce site. Près de 114 000 personnes vivent à Dikwa, quasiment coupées du monde car la présence de groupes armés sur les routes d'accès les rendent extrêmement dangereuses à emprunter. Parmi elles, 75 470 déplacés du conflit mené depuis 2009 par les islamistes des groupes Boko Haram et Is wap vivent dans des camps, pour la plupart insalubres, et dépendent de l'aide humanitaire pour survivre. Ils vivent sous la protection d'un "super-camp" de l'armée nigérienne, qui avait lui aussi été attaqué lundi soir, selon ces sources sécuritaire et humanitaire. Le nord-est du Nigeria est en proie à un conflit meurtrier depuis 2009 et le lancement d'attaques par Boko Haram. En 2016, le groupe s'est scindé, avec d'un côté la faction historique et de l'autre Is wap, reconnu par l'Etat islamique. Le



1er mars 2018, des combattants d'Is wap avaient attaqué une base de l'ONU dans la ville de Rann, dans le Nord-Est du Nigeria, tuant trois travailleurs humanitaires et en kidnappant un autre. Depuis le début du conflit, plus de 36 000 personnes ont été tuées et plus de deux millions de personnes ne peuvent toujours pas regagner leur foyer.

LES ADOLESCENTES LIBÉRÉES S'APPRÊTENT À RETROUVER LEURS FAMILLES

Les centaines d'adolescentes libérées mardi après avoir été durant quatre jours les captives d'hommes armés qui avaient attaqué leur pensionnat dans le Nord-Ouest du Nigeria, vont retrouver leurs familles mercredi après-midi, ont annoncé à l'AFP les autorités locales. "Nous ramenons les filles dans leur école à Jangebe cet après-midi, où elles seront remises à leurs parents", a déclaré mercredi à l'AFP le ministre de l'Éducation de l'Etat de Zamfara, Ibrahim Abdullahi.

Vendredi, 279 jeunes filles avaient été enlevées par des hommes armés dans les dortoirs de leur école située à Jangebe, dans l'Etat de Zamfara. Libérées après des négociations entre les ravisseurs et les autorités locales, les jeunes filles sont depuis mardi matin dans les locaux du gouvernement de Zamfara, à Gusau, la capitale de cet Etat. "Nous pensons qu'il est plus sûr pour les parents de retrouver leurs enfants à l'école plutôt que de venir à Gusau", a ajouté M. Abdullahi qui précise que les jeunes filles ont passé une visite médicale. Il s'agissait du quatrième enlèvement de masse d'écoliers en moins de trois mois dans le Nord-Ouest du Nigeria, où des groupes criminels, appelés localement "bandits", multiplient les vols de bétail à grande échelle et pratiquent les enlèvements contre rançon depuis plus de dix ans.

Zamfara est le bastion de nombreux "bandits" et les autorités de cet Etat ont l'habitude de discuter avec les groupes criminels, avec lesquels elles négocient

depuis plus d'un an des accords d'amnistie en échange de la remise de leurs armes. Les autorités de Zamfara ont ainsi activement participé aux négociations ayant permis la libération en décembre de 344 garçons enlevés de leur pensionnat de l'Etat voisin de Katsina.

A chaque libération, elles nient payer une quelconque rançon aux ravisseurs, mais cela fait pourtant peu de doute pour les experts en sécurité qui craignent que cela ne mène à une multiplication des enlèvements.

Ce nouveau kidnapping avait ravivé le souvenir du rapt de Chibok en 2014, lorsque le groupe jihadiste Boko Haram avait enlevé 276 lycéennes dans le Nord-Est du pays, suscitant une émotion mondiale. Plus d'une centaine d'entre elles sont encore portées disparues. Les "bandits" agissent toutefois avant tout pour l'appât du gain et non pour des raisons idéologiques, même si certains ont tissé des liens avec les groupes jihadistes dans le Nord-Est. **R. I.**

NIGER

Trois opposants écroués, d'autres remis en liberté

L'opposition nigérienne a dénoncé hier l'incarcération de trois de ses militants après plusieurs jours de garde à vue, à la suite des troubles ayant éclaté à Niamey au lendemain de l'élection présidentielle. Le général à la retraite Moumouni Boureima, ancien chef d'état-major des armées, a été incarcéré à la prison de Ouallam (nord de Niamey), Abdou Maman à la prison de Kollo (sud de Niamey) et Seydou Tahirou Mayaki, un ex-colonel des douanes, à la prison de Say (sud de Niamey), selon un communiqué des députés de l'opposition. Les députés ont également dénoncé "la déportation" lundi de l'opposant et ancien Premier ministre Hama Amadou à la prison de Filingué, une zone désertique située à 200 km au nord de la capitale. M. Amadou, également ancien président de l'Assemblée nationale, est accusé par les autorités d'être le responsable des troubles qui ont éclaté après l'annonce

le 23 février de la victoire du candidat du pouvoir Mohamed Bazoum au second tour de la présidentielle, face à l'ex-président Mahamane Ousmane soutenu par l'opposition. Ces violences ont fait deux morts, entraîné des pillages de commerces, des destructions d'infrastructures et ont conduit à l'interpellation de 468 personnes, selon le ministre de l'Intérieur Alkache Alhada.

Plusieurs opposants ont par ailleurs été remis en liberté, selon leurs entourage. Djibrilla Baré Mainassara, candidat au premier tour qui a soutenu M. Ousmane, a été "inculpé pour diffusion de données pouvant troubler l'ordre public mais laissé en liberté provisoire", selon son avocat. A Zinder (centre), deuxième ville du Niger, une dizaine d'opposants interpellés après des troubles ont été inculpés par un juge d'instruction qui les a remis en liberté, selon Me Lirwana Abdourahamane,

l'avocat de Mahamane Ousmane. Les chefs retenus contre eux sont notamment : "appel et incitation à un mouvement insurrectionnel, participation à un attroupement non autorisé, dégradation de biens publics et privés", a précisé l'avocat. Dans leur communiqué, les députés "exigent la libération immédiate et sans condition de tous les détenus". La victoire de Mohamed Bazoum, dauphin du président sortant Mahamadou Issoufou, avec 55,7% des voix, est contestée par Mahamane Ousmane qui s'est proclamé vainqueur, revendiquant 50,3% des voix. Par ailleurs, internet restait toujours coupé dans le pays mercredi. Les connexions ont été coupées le 23 février, jour de l'annonce des résultats. Les autorités n'ont toujours pas commenté cette coupure qui paralyse les communications et les transactions financières dans le pays, un des Etats les plus pauvres au monde.

PRINCIPAL OPPOSANT AU POUVOIR AU SÉNÉGAL

Sonko arrêté après des incidents à Dakar

Le député Ousmane Sonko, principale figure de l'opposition sénégalaise, a été arrêté mercredi à la suite d'incidents survenus sur le trajet du tribunal où il devait être entendu sur des accusations de viols contre lui, ont dit ses avocats à l'AFP. "Nous sommes en route pour la section de recherches (de la gendarmerie). On lui a notifié son arrestation pour troubles à l'ordre public et participation à une manifestation non autorisée", a indiqué à l'AFP Me Cheikh Khouraiyy Ba. Un autre conseil de M. Sonko a également rapporté son arrestation. L'arrestation du parlementaire, chef du parti Pastef et troisième de la présidentielle de 2019, est le dernier épisode d'une affaire qui agite le monde politique sénégalais depuis un mois. M. Sonko, 46 ans, est visé depuis début février par une plainte pour viols et menaces de mort déposée par une employée d'un salon de beauté dans lequel il allait se faire masser pour, dit-il, soulager ses maux de dos. M. Sonko nie ces accusations et dénonce un complot. Il était attendu mercredi matin dans le cabinet du juge pour être interrogé, comme l'ont été avant lui différents protagonistes. Son déplacement en cortège à travers Dakar, placée sous haute surveillance policière, a donné lieu à des tirs de gaz lacrymogènes pour disperser les groupes exaltés l'accompagnant ou se formant sur son passage, et un bras de fer de plusieurs heures entre la délégation et les forces de l'ordre sur son itinéraire, ont constaté les journalistes de l'AFP.

DEUX JOURS AVANT LA VISITE DU PAPE EN IRAK

Dix roquettes sur une base abritant des Américains

Au moins dix roquettes se sont abattues tôt hier sur une base abritant des soldats américains dans l'ouest de l'Irak, deux jours avant une visite historique du pape François dans le pays.

Cette nouvelle attaque, déjà précédée de plusieurs avec le même mode opératoire ces deux dernières semaines, vient rappeler à quel point la première visite d'un souverain pontife en Irak est un casse-tête logistique. En plus des restrictions sanitaires prises pour tenter d'endiguer une deuxième vague inquiétante de Covid-19 dans le pays, les tensions entre les deux puissances agissantes en Irak, l'Iran et les Etats-Unis, sont un obstacle supplémentaire au bon déroulé du programme papal. Sur les dix roquettes tirées sur la base aérienne irakienne d'Aïn al-Assad, plusieurs se sont abattues à l'intérieur même de la section où sont stationnés des soldats américains de la coalition internationale anti-djihadistes, ont précisé des sources de sécurité irakienne et occidentale. «Les forces de sécurité irakiennes mènent l'enquête», a précisé sur Twitter le colonel Wayne Marotto, porte-parole américain de la coalition, alors que Washington pointe régulièrement du doigt les factions armées pro-Iran pour ces attaques, qui se sont multipliées ces dernières semaines. La source de sécurité irakienne a précisé que les projectiles avaient été tirés depuis un village proche d'Aïn al-Assad.

«MADE IN IRAN»

Le commandement militaire irakien a précisé que les dix roquettes tirées étaient de type « Grad ». Plus précisément de type « Arash », ont détaillé à l'AFP des sources de sécurité occidentales, de fabrication iranienne et plus imposantes que les roquettes utilisées jusque récemment. Ennemis jurés, la République islamique d'Iran et les Etats-Unis ont tous deux une présence ou des alliés en Irak. Les Etats-Unis, à la tête de la coalition combattant le groupe



Etat islamique (EI), y déploient quelque 2.500 militaires et l'Iran a entre autres le soutien du Hachd al-Chaabi, une puissante coalition de paramilitaires intégrée à l'Etat irakien composée principalement de factions armées financées et armées par l'Iran. Si l'Irak a connu un calme relatif à l'automne avec l'annonce d'une trêve des pro-Iran face aux menaces des Etats-Unis de retirer purement et simplement tous leurs soldats et diplomates du pays, une escalade a récemment débuté. En février, des roquettes sont tombées près de l'ambassade américaine à Bagdad, puis d'autres ont visé la base aérienne irakienne de Balad, plus au nord, blessant un employé irakien d'une entreprise américaine chargée de la maintenance de F-16. Des roquettes ont également

touché une base militaire abritant la coalition à l'aéroport d'Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, longtemps vu comme un havre de paix dans un Moyen-Orient déchiré par les guerres. Deux personnes ont péri, dont un entrepreneur civil étranger travaillant avec la coalition. Le pape François est attendu vendredi à Bagdad et dimanche à Erbil où il doit célébrer une messe dans un stade qui sera rempli de fidèles. Du fait de la stabilité sécuritaire précaire dans le pays et de la pandémie mondiale de Covid-19, le souverain pontife argentin sera privé des bains de foule qu'il affectionne habituellement. En outre, pour parer au pire, un confinement national sera décrété durant toute la visite papale, du vendredi 5 au lundi 8 mars.

AFP

POUR LEURS LIENS PRÉSUMÉS AVEC LA TENTATIVE DE COUP D'ETAT DE 2016

Arrestation de 56 personnes en Turquie

La police turque a arrêté au moins 56 personnes accusées d'être liées à un groupe que le gouvernement turc considère comme responsable du coup d'Etat manqué de 2016, a rapporté mercredi l'agence de presse Anadolu. Les procureurs turcs ont émis des mandats d'arrêt à l'encontre de 82 suspects, visant essentiellement des membres du mouvement Gülen au sein du Commandement des forces terrestres et du Commandement de la gendarmerie, ainsi que plusieurs opérateurs financiers. Les suspects auraient notamment été contactés par des membres du mouvement Gülen depuis des téléphones publics ou des lignes fixes, a rapporté l'agence. Fetullah Gülen, qui réside aux Etats-Unis, est accusé par Ankara d'avoir orchestré une tentative de coup d'Etat manquée le 15 juillet 2016, au cours de laquelle 250 personnes ont perdu la vie. Le gouvernement turc a lancé une campagne de répression massive contre les partisans de M. Gülen en Turquie après cette tentative de coup d'Etat, et a émis des mandats d'arrêt contre plusieurs suspects à l'étranger. Washington hésite cependant à extraditer Gülen, affirmant qu'Ankara n'a pas présenté de preuves suffisantes contre lui.

PRÉSIDENTIELLE AU CONGO

Début demain de la campagne électorale

La campagne électorale pour les élections présidentielles au Congo prévues le 21 mars débutera vendredi ou les sept candidats ont appelé à un scrutin "apaisé" et "calme", ont rapporté mardi des médias. Le Président sortant Denis Sassou Nguesso a donné rendez-vous aux populations de la capitale économique du Congo pour dévoiler lors de cette campagne ses intentions pour les cinq années à venir. A cet effet, le candidat du Parti congolais du travail (PCT) et de la majorité présidentielle va organiser 12 meetings dans 12 douze départements à travers le territoire congolais. Selon sa direction de campagne, dans les zones jugées utiles à la visite du Président-candidat, les directeurs de campagne locaux devraient prendre le relais pour préparer aussi les futures élections législatives. La Coordination nationale des réseaux et associations de la société civile pour la gouvernance démocratique et électorale (Coraged) avait organisé, le 26 février à Brazzaville, une session de formation des formateurs des observateurs électoraux. Les participants à cette formation auront, à leur tour, la responsabilité de former 1500 observateurs nationaux à travers les douze départements du pays. La mission de ces derniers est d'assurer, chacun en ce qui le concerne, l'observation électorale dans un centre de vote couvrant en moyenne trois bureaux. Le nombre total de bureaux de vote à couvrir est de 4 500. La campagne électorale prendra fin le 19 mars. M. Sassou-Nguesso (77 ans) avait annoncé en février qu'il serait candidat à sa propre succession lors cette présidentielle. Il a déjà passé 36 ans à la tête du pays. "Ensemble, nous participerons dans la paix pour poursuivre la marche vers le développement", avait déclaré le dirigeant congolais, promettant que "le scrutin se déroulera dans la transparence". Avant de se prononcer, Sassou Nguesso avait été investi candidat à la présidentielle par sa formation politique, le Parti congolais du travail (PCT), et seize autres formations alliées de la majorité.

SITUATION HUMANITAIRE AU TIGRÉ (ETHIOPIE)

Réunion aujourd'hui du Conseil de sécurité de l'ONU

Le Conseil de sécurité de l'ONU tiendra aujourd'hui une nouvelle réunion sur la situation humanitaire au Tigré, en Ethiopie, à l'initiative de l'Irlande, a-t-on appris mardi de sources diplomatiques. Cette session se tiendra à huis clos en milieu de journée et il n'est pas sûr qu'elle donne lieu à l'adoption d'une déclaration commune, selon les mêmes sources. La dernière réunion du Conseil de sécurité sur le Tigré s'était tenue le 2 février pour réclamer davantage d'accès humanitaire.

Les membres africains du Conseil de sécurité avaient toutefois refusé à l'avance l'idée d'un texte commun. Plusieurs autres membres du Conseil de sécurité se sont joints à la demande de l'Irlande d'une réunion, a précisé un diplomate sous couvert d'anonymat. Il s'agit de l'Estonie, de la France, de la Norvège, du Royaume-Uni et des Etats-Unis, qui ont réclamé mardi une enquête internationale sur des atrocités rapportées au Tigré. Depuis le déclenche-

ment début novembre d'une opération militaire de l'armée éthiopienne dans cette région dissidente, le Conseil de sécurité n'a tenu que peu de réunions sur ce dossier, miné par des divisions entre notamment pays africains, pour qui il s'agit d'une affaire intérieure, et Occidentaux, pour qui la situation humanitaire et l'afflux de réfugiés dans des pays voisins imposent d'impliquer l'instance chargée de la paix et de la sécurité dans le monde. Une première réunion à huis clos s'était tenue le 24 novembre, sans production d'une déclaration commune, et une deuxième le 14 décembre, également à huis clos et sans texte conjoint, avant celle du 2 février. L'ONU a annoncé avoir passé plusieurs accords avec les autorités éthiopiennes, garantissant en principe "un accès total" à l'ensemble du pays, mais sans réelle concrétisation jusqu'à présent. Mardi, le porte-parole de l'Organisation, Stéphane Dujarric, a indiqué que "des autorisations de missions

d'évaluation des besoins sont toujours en attente auprès des autorités". "Des centaines de milliers de personnes touchées (par les combats) n'ont pas pu être approchées, notamment dans les zones rurales du Tigré", a-t-il précisé lors de son point-presse quotidien. "Plus de 80 travailleurs humanitaires ont reçu l'autorisation de se rendre au Tigré mais leurs permis sont pour des missions de courte durée", a-t-il regretté. "Malgré les défis, les humanitaires sur le terrain s'emploient à accroître l'aide, avec quelques progrès réalisés, notamment en ce qui concerne l'aide alimentaire dans les principales villes", a précisé le porte-parole. Des ONG avaient appelé début 2021 le Conseil de sécurité à tenir une séance publique suivie d'une résolution exigeant la fin de l'obstruction à l'aide et une enquête immédiate sur les crimes de guerre qui auraient été commis dans la région dissidente de l'Ethiopie.

AFP

ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ALGER
CIRCONSRIPTION ADMINISTRATIVE DE ROUIBA
COMMUNE DE ROUIBA

NIF: 41000 20000 160 850 1037

AVIS DE RECTIFICATION

Le Président de l'assemblée populaire communale de Rouïba, porte à la connaissance de l'ensemble des soumissionnaires, qu'une erreur dans l'avis d'attribution relatif aux délais de réalisation paru dans les journaux : **المواطن du 21/10/2020 et, crésus du 22/10/2020** portant l'opération suivante :

Opération A : Travaux d'aménagement des écoles
Lot N° 01 : Travaux d'aménagement école ABD EL-MADJID ALLAOUM.

Et qu'il va lieu de lire :

06 mois

An lieu de :

05 mois

CRÉSUS # 580 DU JEUDI 4 MARS 2021- ANEP 2116003995

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de la Jeunesse et des Sports
Wilaya de Blida
Direction de la Jeunesse et des Sports

AVIS D'APPEL D'OFFRE

La Direction de la Jeunesse et des Sports de la Wilaya de Blida invite les soumissionnaires à soumettre une offre d'appel d'offre national portant sur les équipements sportifs collectifs et individuels.

ACQUISITION DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS COLLECTIFS ET INDIVIDUELS
LOT N° 01 : ÉQUIPEMENTS SPORTS COLLECTIFS ET INDIVIDUELS
LOT N° 02 : ÉQUIPEMENTS MUSCULATION

Le présent avis d'appel d'offre est destiné à tous les soumissionnaires (personnes physiques ou morales) qui ont l'habilitation pour soumettre des offres relatives aux marchés publics.

4/ Délais de réalisation estimés :
Le délai de réalisation estimé est de 06 mois.

5/ Offre technique requise :
Les soumissionnaires doivent soumettre une offre technique et financière, à l'attention de la Direction de la Jeunesse et des Sports de la Wilaya de Blida, dans un délai de 15 jours à compter de la date de parution de cet avis d'appel d'offre.

6/ Offre financière requise :
Les soumissionnaires doivent soumettre une offre financière, à l'attention de la Direction de la Jeunesse et des Sports de la Wilaya de Blida, dans un délai de 15 jours à compter de la date de parution de cet avis d'appel d'offre.

AVIS D'APPEL D'OFFRE
ACHAT DE BIENS D'ÉQUIPEMENT DE CAPACITÉS MINIMALES N° 01/2021
LOT N° 01 : ÉQUIPEMENT DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS
DE LA WILAYA DE BLIDA

ACQUISITION DES ÉQUIPEMENTS DE DE INFRASTRUCTURES DE SPORTS (SALLES SPÉCIALISÉES : BUDA, MEPTAH, TSCINE 25 m BLIDA, SALLES GYM : BUDA, L'ARBA, BOUSARA, EL AFFROUN, MOUZAR)

Le présent avis d'appel d'offre est destiné à tous les soumissionnaires (personnes physiques ou morales) qui ont l'habilitation pour soumettre des offres relatives aux marchés publics.

CRÉSUS # 580 DU JEUDI 4 MARS 2021- ANEP 2116004072

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE LA SANTE, DE LA POPULATION ET DE LA REFORME HOSPITALIERE

DIRECTION DE LA SANTE ET DE LA POPULATION DE TIZ OUZOU
ETABLISSEMENT PUBLIC HOSPITALIER TIGZIRT
N° 01/2021

AVIS D'ATTRIBUTION PROMISSIVE DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°01/2021

Conformément à l'article 85 du décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics, en déléguant le service public d'établissement public hospitalier de TIGZIRT, informé les soumissionnaires ayant participé à l'Appel d'Offres National Ouvert n°01/2021 du 10/02/2021 portant : « Approvisionnement en denrées alimentaires », année 2021 au profit de l'Établissement Public Hospitalier de Tiz Ouzou, qu'après évaluation des offres techniques et financières, l'appel d'offres national ouvert avec ses quatre (04) lots est attribué provisoirement comme suit :

LOT(S) ATTRIBUÉ(S)	SOUSSIONNAIRE	RAISON SOCIALE ET ADRESSE	N° NIF	OBJET DE MARCHÉ PUBLIC	NOTE TECHNIQUE	MONTANT TOTAL DE L'OFFRE EN DA TTC	CATÉGORIE DU CHOSE
LOT N° 01 : VIANDES ROUGES ET BLANCHES FRAÎCHES 1 ^{er} CHOIX ET ŒUFS FRAIS 1 ^{er} CHOIX	RAHMANE Mohamed	RAHMANE Mohamed, Grosbelle en Vianes rouges et blanches fraîches, Produits CME à l'Alimentation Hussein, Adresse : Cité Elmadina n°03 Chiraga Alger	175142900625185	Appel d'offres National Ouvert portant : - Approvisionnement en denrées alimentaires, année 2021	45/60 pts	-Min : 4 405 250,00 DA /TTC -Max : 5 296 420,00 DA /TTC	Offre moins-disant
LOT N° 02 : FROMAGES ET FROMAGES FRAIS 1 ^{er} CHOIX	TALHA Abdelhakim	TALHA Abdelhakim, Produits Alimentaires Frais et Produits non-alimentaires (Vente au gros) Adresse : OA Cité Rachid LARBAA Blida.	164183300461163	Appel d'offres National Ouvert portant : - Approvisionnement en denrées alimentaires, année 2021	50/60 pts	-Min : 2 315 944,00 DA /TTC -Max : 2 793 922,00 DA /TTC	Offre moins-disant
LOT N° 03 : PRODUITS D'ALIMENTATION GÉNÉRALE	SPIC MEYTHA ET FRÈRES	SPIC MEYTHA ET FRÈRES, Adresse : Lot 08 TNEZZIYOUNA, RYN 12 Cité Tiel-Rachid, TIZ-OUZOU	000715904887171	Appel d'offres National Ouvert portant : - Approvisionnement en denrées alimentaires, année 2021	60/60 pts	-Min : 2 252 164,00 DA /TTC -Max : 2 704 925,00 DA /TTC	Offre moins-disant
LOT N° 04 : FROMAGES ET FROMAGES FRAIS	BOURRI Mohamed	BOURRI Mohamed, Boulangerie Industrielle, Adresse : Lot 01 Immeuble Boulon Cité L20 Inghi Cité TIGZIRT TIZ-OUZOU	161150180007130	Appel d'offres National Ouvert portant : - Approvisionnement en denrées alimentaires, année 2021	56/60 pts	-Min : 429 430,00 DA /TTC -Max : 552 354,00 DA /TTC	Offre moins-disant

Les soumissionnaires intéressés par les résultats détaillés de l'évaluation des offres peuvent se rapprocher de l'établissement au plus tard trois (3) jours à compter du premier jour de parution de cet avis.

C'est conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics, en déléguant le service public d'établissement public hospitalier de Tiz Ouzou, que le présent avis d'attribution est publié.

CRÉSUS # 580 DU JEUDI 4 MARS 2021- ANEP 2116004016



**Votre quotidien
chaque jour
chez votre buraliste**

DÉSENCLAVEMENT DU VILLAGE D'AGUOUILAL (BOUIRA)

Vaste élan de solidarité citoyenne

Un vaste élan de solidarité citoyenne s'est formé depuis quelques jours à Aguouillal, un village montagneux relevant d'El Adjiba (nord-est de Bouira), où la population locale s'est fortement mobilisée pour lancer des travaux d'aménagement du chemin communal reliant ce hameau aux localités environnantes. Cette action de solidarité a débuté depuis trois jours dont l'objectif est de nettoyer, d'aménager le chemin intercommunal menant d'Assif Assemadh au village Aguouillal ainsi qu'à la localité voisine Illyithen.

« Les travaux se poursuivent toujours pour désenclaver ces deux localités, notamment Aguouillal », a fait savoir Raïd Zennoudi, membre de l'association locale "Thiwizi". Les travaux portent sur l'aménagement de la chaussée complètement dégradée, notamment en période d'hiver en raison des fortes pluies qui causent souvent des glissements de terrain. "La voie se rétrécit de plus en plus. Nous devons éradiquer les éboulements ainsi que les pierres jonchant cette route, qui revêt une grande importance, car elle permet à toute cette région de s'ouvrir sur les wilayas de Tizi Ouzou et Béjaïa", a expliqué M. Zennoudi. Les citoyens, des jeunes et moins jeunes, et tous les propriétaires d'engins et tracteurs du village, se sont mobilisés pour réussir le pari d'aménager ce chemin délaissé. S'étendant sur une distance de neuf kilomètres, "la route, partagée par les municipalités d'El Adjiba et de M'Chedallah, a besoin de revêtement pour qu'elle soit plus praticable. Les responsables locaux doivent nous aider aussi", a-t-il dit. Dans un climat de joie, les habitants d'Aguouillal et du hameau de Thiniri du même village continuent d'apporter leur aide pour réaménager cette étroite route forestière et désenclaver leur localité. "L'avancée de la forêt et des éboulements de terrain ont sérieusement rétréci la voie. Nous sommes en train de lever tous ces obstacles et de mettre des murs de soutènement en pierres pour empêcher tout glissement dans certains



points", a expliqué de son côté Laïd Saït, citoyen et aussi membre de l'association "Thiwizi".

REVENIR POUR S'INSTALLER

Des dizaines de jeunes issus de la localité limitrophe Illyithen se sont, eux aussi, engagés dans cette louable initiative en

déployant leurs propres moyens matériels pour améliorer l'état de cette route, qui implique aussi la commune de Saharidj, relevant de la daïra de M'Chedallah. A ce propos, le chef Daira de M'Chedallah, Lakhdar Zitouni, a salué cette initiative, qui, a-t-il dit, "renseigne sur l'esprit de solidarité et d'entraide dont jouit la région d'Aguouillal

et d'Illyithen. Ce sont des actions qui nous encouragent pour faire toujours mieux", a-t-il souligné à l'APS. Le même responsable a saisi cette occasion pour réaffirmer son engagement pour prendre en charge prochainement ce projet dans le cadre de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales (CGSCL). "Le bitumage de cette route nécessite une enveloppe de 60 millions de dinars, actuellement la municipalité de M'Chedallah n'a pas suffisamment d'argent pour engager des travaux, mais, le projet reste l'une de nos priorités à prendre en charge prochainement", a-t-il dit. Une fois achevé, l'aménagement de ce chemin intercommunal permettra de désenclaver Aguouillal, Thiniri, et Illyithen, classées comme zones d'ombre (enclavées). En plus de l'aménagement de la route, les habitants de ces localités réclament, entre autres, la réouverture de l'unique école primaire Haddadi Saïd et la salle de soins Amrani Akli, abandonnée à ce jour. "Nous voulons que la vie revienne dans nos villages. Les gens doivent revenir aussi car, il y a du gaz et de l'eau potable. Tous se fait progressivement pour préserver notre terre natale", a estimé Mohamed, un cinquantenaire qui participe à l'opération de solidarité. Beaucoup de citoyens issus d'Aguouillal, et qui vivent ailleurs, à Blida, Alger et même en France, sont venus apporter soutien et assistance à leurs concitoyens. Le retour aux sources n'est pas un vain mot au village d'Aguouillal, où certains émigrés comptent y revenir pour s'installer.

APS

SURNOMMÉ EL PROFESIONAL ET AUTEUR DE PLUS DE 150 VOLS

Un Algérien arrêté en Espagne

Un ressortissant algérien, âgé de 44 ans, et en situation irrégulière en Espagne, est l'auteur de plus de 150 vols, selon la police espagnole. Trente-huit mandats de perquisition et d'arrêt pèsent également sur ce sans-papier algérien, qui vit depuis 20 ans en Espagne. Selon le journal espagnol El Mundo, l'Algérien a été arrêté par la police espagnole quelques jours après son dernier vol, perpétré le 7 février dernier. Le ressortissant algérien, dont les vols ont été commis partout sur le territoire espagnol, avait atteint l'impressionnant record de 14 vols, pendant ses deux dernières semaines de liberté. Toujours selon le journal espagnol, et malgré le fait qu'il fait

l'objet de 38 mandats de perquisition et d'arrêt, l'enquête qui s'est clôturée par son arrestation, n'a débuté qu'en janvier dernier, suite à plusieurs plaintes de citoyens espagnols habitant la capitale Madrid. Les plaintes déposées au niveau des commissariats de la capitale espagnole se ressemblent toutes, ce qui avait indiqué aux enquêteurs la présence d'un unique mode d'emploi. En effet, les vols commis par le ressortissant algérien s'effectuent dans les restaurants. Il profitait de l'inattention de ses victimes, les couples dans leur majorité, pour subtiliser leurs téléphones portables, leurs sacs à main ou leurs portefeuilles. Selon les informations com-

muniées par la police nationale espagnole, le voleur changeait son adresse à chaque fois, ce qui a rendu son identification et son arrestation, particulièrement ardues. Cependant, et suite à son dernier coup, le 7 février dernier, les policiers espagnols ont réussi à le localiser et ils ont procédé à l'arrestation de ce voleur surnommé El Profesional par la presse espagnole. Le ressortissant algérien possède déjà un long casier judiciaire, et il va devoir faire face à une longue liste d'accusations. Les policiers espagnols, suite à cette arrestation, ont présenté le suspect devant le tribunal. Il est actuellement placé en détention, suite à la décision du juge.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

26 morts et 1 366 blessés en une semaine

Vingt-six personnes ont trouvé la mort et 1 366 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus du 21 au 27 février passé à travers le territoire national, a indiqué hier un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Alger avec cinq personnes décédées et 103 autres blessées, précise la source. Concernant les activités de lutte contre la propagation de la pandémie, les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 311 opérations de sensibilisation à travers 48 wilayas, rappelant aux citoyens la nécessité du respect du confinement et des règles de la distanciation sociale. Les éléments de la Protection civile ont aussi effectué 280 opérations de désinfection générale à travers tout le territoire national, touchant l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles, où la DGPC a mobilisé, pour les deux opérations, 1 242 agents (tous grades confondus), 332 ambulances et 134 engins d'incendie. Par ailleurs, ils sont intervenus pour l'extinction de 826 incendies urbains et divers à travers le pays, ajoute le communiqué.

Qahwa fi goubli | L'histoire au masque humain...

Dès qu'on touche à l'histoire, on devine d'instinct qu'on surfe sur un terrain glissant. Et qu'on risque de s'y enfoncer. A ses risques et périls. Parce que l'histoire n'est jamais neutre. Et qu'elle est surtout jeux et enjeux... Elle peut donc ici laver plus blanc et là noircir plus charbon... Tout dépend, en fait, sous quel angle on se place. Où en est-on donc de l'évolution de notre Algérie ? Et de son parcours historique en particulier jalonné de hauts faits d'arme certes mais aussi de moult zones d'ombre pour emprunter au discours dominant. Aujourd'hui l'Algérie est parvenue à un tournant historique qui mérite autant réflexion qu'action... Car on s'est longtemps réfugié derrière

l'histoire et notamment celle ayant trait à la guerre d'Algérie pour justifier l'injustifiable: perpétuer le système au nom de la fameuse légitimité historique... Mieux ou pire, c'est selon n'est-ce pas, il s'en trouve même à l'intérieur et à la périphérie de ce même système qui n'ont de légitimité que le mot... Un mot si galvaudé au fil du temps et des enjeux de pouvoir qu'il a fini par perdre toute sa... légitimité! il paraît donc grand temps pour l'avenir et la pérennité du pays qui tiennent tant à cœur les Algériens au fond de transmettre le témoin sans violence ni effusion de sang mais davantage avec cette maturité et cette sagesse ancestrale dont la génération de novembre aura

constitué le plus beau fleuron. Autant donc que la mémoire collective qui appartient fondamentalement au peuple pour rappel soit restituée à qui de droit afin que notre pays négocie avec le maximum d'atouts les prochaines échéances qui s'annoncent terribles. Oui terribles car décisives si l'on entend ne pas se retrouver sous le joug de puissances qui n'attendent que les prémisses du chaos pour venir s'installer et certainement pas pour nos beaux yeux... Gloire donc à tous nos valeureux martyrs et tous ceux qui n'ont pas trahi le serment, bienvenue à la nouvelle génération pour que l'histoire ne soit plus ni rente perpétuelle ni alibi....

A. Zentar

GONALGIE DU GENOU

Définition, bilan, comment soigner ?

Le genou est l'une des articulations les plus sollicitées du corps humain : il est fréquent d'y ressentir des douleurs. Bénignes ou non, les gonalgies nécessitent un traitement adapté à leur cause.

Ce terme désigne la douleur ressentie au niveau d'un ou des deux genoux. Chacun des éléments constituant cette articulation peut engendrer cette douleur : les ligaments, les tendons, le ménisque.

GONALGIE GAUCHE, DROITE OU BILATÉRALE ?

Ce mal peut ne toucher qu'un seul genou, le droit ou le gauche. voire les deux : les médecins parlent alors de gonalgie bilatérale.

SYMPTÔMES

Le principal symptôme de la gonalgie est la douleur. Elle siège au niveau d'un seul ou des deux genoux, et peut se manifester brutalement après un traumatisme, ou progressivement lorsqu'elle résulte d'une pathologie. Selon les causes et leur gravité, la douleur peut s'accompagner d'un gonflement, d'une raideur et d'une instabilité de l'articulation.

CAUSES

Les gonalgies ont de nombreuses causes possibles.

Un traumatisme: ces douleurs au genou peuvent être consécutives à un traumatisme, comme un choc, une entorse, une fracture, la rupture des ligaments ou une lésion au ménisque.

Arthrose, fractures de fatigue, tendinite...

- La plus fréquente est l'arthrose du genou (gonarthrose), et peut se manifester chez toute personne, notamment en surpoids ou ayant eu un traumatisme proche de cette articulation ou d'une déformation de l'axe de l'articulation d'axe (ex genu valgum genou en dedans ou genu varum genou en dehors comme Lucky Luke)
- Les fractures de fatigue surtout chez les sportifs, ou les personnes fournissant des efforts intenses et répétitifs, ou surentraînés (longues marches, sauts multiples, etc.)

- Elle peut être due à des inflammations par surmenage mécanique des structures du genou péri méniscale (inflammation du ménisque), tendinite (inflammation du tendon), au niveau de la patte d'oie (tendon fixant trois muscles de la cuisse à la face interne du genou), le tendon rotulien, qui va de la partie inférieure de la rotule au tibia, le tendon quadricipital (reliant le muscle quadriceps de la cuisse à la partie supérieure de la rotule).

- L'hygroma du genou (ou bursite pré-rotulienne) est une inflammation de la bourse devant la rotule. Celui-ci devient alors douloureux et gonflé. Cette affection s'observe parfois chez les personnes qui travaillent à genoux (ex : carreleur)

- Des ruptures de kystes au niveau de la bourse du poplité, située à l'arrière du genou, provoquant l'apparition d'une douleur derrière le genou).

Maladies et causes non traumatiques

- L'algoneurodystrophie ou Syndrome douloureux régional complexe correspond à un ensemble de symptômes survenant parfois après une intervention chirurgicale ou un traumatisme : douleurs, raideur articulaire, troubles circulatoires avec peau rouge et amincie, décalcification osseuse).



- L'ostéonécrose aseptique des condyles fémoraux est une mort osseuse avec destruction d'une partie de l'os au niveau des extrémités du fémur (condyle), d'origine non infectieuse. Elle survient souvent chez les personnes âgées.

- La maladie d'Osgood-Schlatter est aussi appelée épiphysite tibiale antérieure de croissance. Il s'agit d'un défaut de croissance avec une inflammation et d'une fragmentation d'une zone de croissance de la tubérosité tibiale antérieure (petite bosse osseuse située à l'avant du tibia). Cette pathologie touche surtout le garçon entre 10 et 15 ans

- Le port fréquent de talons hauts et le manque de souplesse sont aussi évoqués pour expliquer les douleurs au genou.

Une affection d'origine inflammatoire

- Elles peuvent résulter d'un rhumatisme inflammatoire comme la polyarthrite rhumatoïde, les spondylarthrites, le rhumatisme psoriasique, les rhumatismes à microcristaux type la goutte ou la chondrocalcinose

- Des infections (arthrite septique) du genou
- Des tumeurs bénignes ou liées à un

cancer, pouvant toucher les différents composants de l'articulation (os, cartilage, etc.)

QUI ET QUAND CONSULTER ?

Si les douleurs sont handicapantes, récidivantes et cèdent difficilement à la prise d'antalgiques ou si vous remarquez que votre genou enfle, prenez rendez-vous auprès de votre médecin traitant. Au besoin, celui-ci vous orientera vers un rhumatologue.

DIAGNOSTIC : BILAN DE GONALGIE

Le médecin procède à un interrogatoire et à un examen clinique pour identifier la cause de la gonalgie. Des examens complémentaires peuvent être demandés en fonction du résultat : radiographie, scanner, échographie, IRM, ponction articulaire, arthroscopie.

TRAITEMENT : COMMENT SOIGNER ?

Le traitement d'une gonalgie dépend de sa cause et de sa gravité. Les douleurs bénignes du genou peuvent être soulagées facilement grâce à du repos, l'application de poche de froid sur la zone douloureuse

et la prise d'un anti-inflammatoire non stéroïdien (AINS) soit par voie topique (crème, gel) soit par orale ou un antalgique (ex : paracétamol). Les gonalgies liées à l'arthrose peuvent être traitées par une association de prise en charge pouvant comporter : perte de poids, activité physique, renforcement musculaire, kinésithérapie, cure thermique, genouillère et/ou de semelles orthopédiques, application d'un gel AINS ou à base de capsaïcine ou AINS AASAL anti arthrosique d'action lente (type chondroïtine, glucosamine, insaponifiable de soja ou d'avocat par exemple), infiltrations de cortisone ou d'acide hyaluronique (viscosupplémentation). Les infiltrations sont réalisées au cabinet du rhumatologue et parfois par guidage échographique. Si cela est insuffisant, une intervention chirurgicale afin de remplacer tout ou partie du genou par une prothèse pourra être envisagée. Dans 90 % des cas, elle permet de mettre définitivement un terme aux douleurs. En cas de fracture ou de rupture des ligaments, le patient peut être orienté vers un chirurgien orthopédiste pour discuter une intervention chirurgicale suivie d'une période de rééducation ou d'une prise en charge par immobilisation type plâtre.

COMMENT ÉVITER LES RÉCIDIVES ?

Des règles d'hygiène de vie peuvent aider à réduire le risque d'apparition de la gonalgie :

- Perdre du poids : les kilos en trop pèsent sur l'articulation : 1kg perdu, c'est 4kg de pression en moins sur chaque genou

- Pratiquez une activité physique : elle a l'intérêt de vous aider à maintenir une bonne mobilité de l'articulation. 2 à 3 fois par semaine, durant 30 minutes, pratiquez le yoga, la natation, le tai-chi, l'aquagym ou la marche à pied. Vous aimez courir ? La pratique du running n'est pas interdite mais pour éviter de vous faire mal, échauffez-vous avant la séance pour préparer l'articulation, préférez un sol meuble comme la terre, l'herbe ou un stade plutôt que le bitume et faites faire chez un podologue des semelles sur-mesure qui absorberont les chocs. Enfin, le port d'une genouillère, en verrouillant l'articulation, limite l'amplitude et diminue les douleurs.

- Alternez vos chaussages : si les talons hauts dessinent une jolie jambe, évitez de les porter chaque jour et optez pour des chaussures dont le talon ne dépasse pas 3. cm.

Cinq astuces si vos genoux vous font souffrir

1. STOPPER LES SPORTS VIOLENTS

Les adeptes de ski ou de course à pied ont parfois été contraints de laisser leur équipement aux vestiaires. En effet, ces sports sollicitent énormément l'articulation du genou et peuvent user et détériorer les ménisques ou les ligaments. Il est toutefois indispensable de continuer les activités physiques régulières, car les articulations s'abîment aussi quand elles ne servent pas ! On peut alors choisir des sports plus doux comme le vélo (attention aux trop longues randonnées), le Tai-chi ou encore la natation. La nage est sans doute le sport le plus complet pour soulager les douleurs musculaires ou articulaires.

2. LE SURPOIDS AUGMENTE LES RISQUES D'ARTHROSE

Le surpoids est l'un des facteurs aggravant des souffrances du genou. Alors si vous êtes en surpoids ou que votre régime alimentaire risque de vous y conduire, changez vos habitudes pour préserver vos articulations. En effet, lors de la marche, les genoux sont soumis à une force représentant trois à six fois le poids du corps. On comprend donc

pourquoi les genoux s'abîment quatre ou cinq fois plus chez les personnes atteintes d'obésité. L'arthrose survient plus fréquemment chez les personnes ayant des problèmes de poids.

3. OPTEZ POUR LES MÉDECINES DOUCES

Pour éviter de prendre trop d'anti-inflammatoires qui entraînent souvent des effets secondaires et qui, à terme, ne font plus effet, il est souhaitable d'opter pour les médecines douces. L'acupuncture peut vous aider si vous souffrez d'arthrose cette maladie ne se guérit pas, il faut soulager la douleur. Les plantes sont également d'excellents remèdes et offrent les mêmes résultats que certains anti-inflammatoires. Vous trouverez par exemple le Phytodolor, une teinture (les plantes ont macéré dans l'alcool) à base de faux-tremble, de frêne européen et de verge d'or.

4. DES REMÈDES DANS VOTRE ALIMENTATION

Si vous voulez prévenir ou soigner vos douleurs aux genoux, une alimentation saine

est indispensable. Pour consommer des oméga-3, mangez des petits poissons comme la sardine ou le hareng. Faites aussi le plein de légumes germés, de légumes verts, de vitamine D (en ampoule une fois par an si votre région manque de soleil).

Les graines de chia, la canneberge, les baies de goji sont excellentes pour la santé des articulations, tout comme les huiles végétales de bourrache et d'onagre. Et n'oubliez pas que le curcuma doit aussi devenir votre meilleur ami en cuisine.

5. DES SOINS AU QUOTIDIEN

Pour vous soulager localement, vous pouvez masser votre articulation doucement jusqu'à deux fois par jour avec de l'huile d'olive. Elle a des propriétés anti-inflammatoires et stimule la circulation.

La poche de glace peut également réduire la douleur et faire dégonfler l'articulation. Attention à ne pas la laisser plus de vingt minutes, cela pourrait brûler la peau. Sachez enfin que si vous souffrez d'une tendinite, le cataplasme d'argile verte fera des miracles.

CULTURE ET CITOYENNETÉ

Le creuset de la citoyenneté

La citoyenneté est le meilleur rempart contre l'incivisme et, a contrario, un pendant naturel au civisme. De fait, l'école doit donc être soustraite autant à la multitude de charlatans invétérés encouragés par des calculs politiques sordides. Pour lui substituer un encadrement de qualité supérieure et résolument tournée vers la modernité. Sans renier, pour autant, les valeurs essentielles desquelles elle se nourrit...

Faut-il, à chaque fois, rabâcher les mêmes recommandations pour secouer le laisser-aller et autres facteurs négatifs caractéristiques d'un véritable incivisme presque à l'état chronique. Et le phénomène contrairement à une certaine idée répandue ne concerne pas essentiellement tel ou tel groupe social mais toutes les strates de la société. En ce sens et sans vouloir ici chercher querelle et ou polémique inutile, force est de constater que même dans les milieux supposés cultivés et donc de facto civiques ; on y décèle moult attitudes et comportements trop proches de l'incivisme pour être passés sous silence. Car le civisme hélas ne réside ni dans la tenue vestimentaire, ni dans les apparences spécieuses. Tant il est davantage dans notre rapport quotidien à la cité si souvent souillée faute justement d'un minimum et ou smig de civisme. Tandis que la nécessaire transition de simple habitant à citoyen tarde encore à éclore, à défaut d'être une bonne fois pour toute intériorisée et devenir à terme quelque chose de tout à fait normal sans être banale pour autant. Et là, de toute évidence, il est des institutions vitales pourtant mais qui prennent trop les choses à la légère. Dans cette optique commençons d'abord par la cellule familiale sensé constituer la première cellule de base de la future formation civique préfigurant le profil du citoyen de demain. Parce que finalement tout est là : comment préconstruite sur les plan mental et spirituel en y mettant, bien sûr, et tout son cœur et tout son savoir-faire, le citoyen appelé demain à accéder à de hautes responsabilités et à se conduire conformément aux exigences du cahier des charges de la citoyenneté. C'est dire donc si la famille et l'école tout particulièrement constituent le creuset de la citoyenneté



dont le point de départ sinon le coup de starter est l'œuvre de cette cellule de base qu'est la famille. Ceci est si vrai au demeurant que lorsqu'on voit dans la rue de quelle manière se conduisent les enfants, on devine tout de suite quel profil de parents est derrière : une espèce de relation de cause à effet qui ne vaut pas ceci étant un jugement de valeur. Transposé à l'enseignement ce même jugement est assez significatif de l'expertise et du niveau pédagogique de l'encadrement. Un simple exemple pour illustrer notre propos : à la sortie des écoles il se produit une indescriptible cohue et les gamins dans un incroyable charivari et une indisciplinée avérée quittent leur établissement tout comme sur fond de délivrance... Il est de fait loisible de déduire sur la simple hypothèse du bon sens que soit les potaches sont pressés de déserrer des lieux étouffants par rapport à leur formidable débauche d'énergie justement, soit et circonstance plus aggravante celle-là, l'encadrement n'a pas su et ou pu les convaincre que le civisme ne s'arrête pas à l'entrée du port ou en dehors de l'enceinte scolaire. C'est tout simplement un tout et pour

appeler les choses par leur nom un ensemble d'attitudes qui reflètent, au mieux, le socle éducatif d'où il puise sa substantifique moelle. Mais le chemin paraît long et sinueux pour atteindre la plénitude. Bien qu'il soit, par ailleurs, par trop partial et injuste de n'incriminer que l'école et l'encadrement, ce dernier, éprouvant un cruel besoin de reconsidération et de revalorisation de son statut. Autre volet qui mérite une attention vive, le contenu des programmes par trop archaïques et surchargés à l'ère de la numérisation mondiale avançant à une vitesse prodigieuse qui plus est. Et nos décideurs bien que tardivement il est vrai n'entendent plus laisser notre école livrée aux marchands d'alphabet ou autres faiseurs et tenants d'un arabisme à mille lieues de toutes ces valeurs vantées par d'obscurs ronds-de-cuir qu'on devrait bouter hors de ces institutions pédagogiques réputées passage obligé de toutes les générations. En vérité il est impératif sinon au moins salubre de rendre l'école à son seul et unique propriétaire légitime : la science, rien que la science, toute la science...

Amar Zentar

PATRIMOINE KORANDJI

Enregistrement audio de chansons et musiques

Une initiative d'enregistrement audio des chansons et musiques anciennes et contemporaines du patrimoine culturel Korandji sera exécutée prochainement par l'artiste Mustapha Makhloufi, avec la contribution du haut-commissariat à l'amazighité (HCA), a-t-on appris mardi auprès de l'artiste à Bechar. "Le secrétaire général du HCA, Si El Hachemi Assad, a, lors de la récente visite de travail à Bechar, accueilli favorablement ma requête de prise en charge par cette instance, de l'enregistrement audio des chansons anciennes et contemporaines du patrimoine culturel Korandji, un parler unique en Algérie, de l'oasis de Tabelballa (382 km au sud de Bechar)", a-t-il précisé. "Cette contribution du HCA, est un important soutien à la préservation et la pérennisation d'un pan du patrimoine culturel national, de même qu'une consécration à mes recherches et travaux pour mettre en évidence le patrimoine musical Korandji", a souligné M. Makhloufi. "L'enregistrement audio des chansons Korandji dans l'un des studios du pays, est une première, dont le but est de faire connaître ce parler et l'expression artistique de Tabelballa, ma région natale" a-t-il ajouté. Le secrétaire général du Haut Commissariat à l'Amazighité avait annoncé dimanche dernier à Bechar que son instance va inscrire le "Korandji", comme axe de recherches scientifique et académique. "Nous allons contribuer à la description de ce parler unique en Algérie avec la contribution des universités de Bechar et Adrar ainsi que d'une équipe de spécialistes nationaux dans ce domaine pour sa valorisation", a-t-il indiqué, à l'occasion de cette visite de travail dans la région de Bechar. "Le Haut Commissariat à l'Amazighité va également contacter la direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique du ministère de l'enseignement supérieure et de la recherche scientifique pour inscrire le Korandji comme axe de recherche au titre des plans nationaux de recherches (PNR) et ceux de l'Académie africaine des langues (ACALAN), ce parler reflétant la continuité naturelle spatio temporel très peu étudiée entre l'Algérie et les régions subsahariennes sur des milliers d'années", a-t-il souligné. Le vocabulaire Korandji, qui est un mélange de songhaï (langue nilo-saharienne parlée dans plusieurs pays d'Afrique de l'ouest), d'arabe et de tamazight, doit être valorisé et préservé", avait expliqué M. Assad.

«FORUM DU PALAIS DE LA CULTURE»

Dialogue culturel tous azimuts

Le ministère de la Culture et des Arts a lancé, mardi à Alger, le "Forum du palais de la Culture", une série de débats interactifs sur l'importance du dialogue culturel à tous les niveaux de la société, par une première rencontre sur la Culture comme facteur déterminant à l'exercice de la citoyenneté.

Organisée au Palais de la Culture Moufidi-Zakaria, cette première rencontre a réuni les cadres du secteur de la culture et les enseignants universitaires, Ali Rebbidj, Nabila Benyahia, Redouène Bouhidel, Mohamed Boukeras et le critique d'art Brahim Nouel. Abordant les concepts de, la culture, la citoyenneté politique, le dialogue culturel et la société civile, les intervenants ont mis l'accent sur la nécessité d'asseoir une "approche culturelle de la vie", soulignant que la société algérienne a perdu "toute notion de projet de société durant les 30 dernières années". Définissant la "société civile" comme un "intermédiaire entre l'Etat et le citoyen", l'actuel directeur de l'Institut supérieur des métiers de l'art du spectacle et de l'audiovisuel (Ismas), Mohamed Boukeras, a enchaîné sur la notion

de l'exercice de la citoyenneté qui, selon lui, appelle d'abord l'"appartenance à un ensemble de valeurs puisées de l'identité culturelle et du patrimoine matériel et immatériel communs à tous", et d'une "volonté d'aller de l'avant", motivée par un climat socio-politique où la "liberté d'expression et la justice sociale seraient préalablement consacrées". Le directeur de l'Ismas a pointé du doigt les progrès technologiques, les réseaux sociaux notamment, qui, au-delà du confort intellectuel et pratique qu'ils ont apporté à l'Homme, ont révélé des différences de vues pouvant engendrer des sentiments d'intolérance et de rejet entre les individus d'une même patrie, préconisant pour y remédier, de "faire le diagnostic" de toutes les divergences constatées sur la toile, un préalable, selon lui, qui aboutirait à faire émerger chez l'internaute un sentiment de "bonne conduite" qui puisse encadrer cette "citoyenneté virtuelle".

L'enseignant et critique d'art, Brahim Nouel a préféré intervenir en tant qu'"acteur de la culture", pour mettre en exergue le travail "colossal" de tous les

collectifs que la société algérienne a connu par le passé, à l'instar des Scouts musulmans algériens et l'Association des Oulemas musulmans ou encore de la troupe artistique du FLN, alors dirigée par le regretté Mahieddine Bachtarzi.

Evoquant également l'action des artistes martyrs au service de la cause nationale comme exemple de citoyenneté engagée, Brahim Nouel a ensuite abordé la question de la "mobilité culturelle" et l'"efficacité des espaces culturels", soumis aux méfaits de la bureaucratie, soulignant la nécessité de "maintenir la fonctionnalité de ces espaces" au-delà des horaires administratifs et durant les week-end pour "susciter l'intérêt" et permettre le "contact culturel" à travers un plus grand nombre de visites.

A l'issue de la rencontre, les intervenants au débat ont été unanimes à considérer que les concepts développés relevaient encore d'"objectifs à atteindre", estimant que le jeune algérien, au centre de toutes les communications, était "loin d'une suffisance morale et matérielle" qui puisse lui "permettre l'exercice de la citoyenneté".

DIGITAL GATE INTERNATIONAL FILM FESTIVAL

Le court métrage algérien "Mania" primé

Le court métrage algérien "Mania" du réalisateur Houssein Abbasi a décroché le prix bronze à la 11^e édition du Digital Gate International Film Festival (édition de février), a-t-on appris auprès des organisateurs. Ce film raconte les problèmes d'un jeune algérien qui a vécu une enfance difficile après la mort de sa mère. Le court métrage avait reçu en 2019 une mention spéciale aux Journées d'Annaba du court métrage.

Par ailleurs, le film "Coulourless" de l'Afghan Abdul Hamid Mandgar, a remporté le Golden Gate Award, tandis que le Silver Gate Award est revenu au film "5 Stars Rating" de Al Mitchell des Etats-Unis.

Le film américain "5 Stars Rating" a également remporté le prix du meilleur rôle masculin, tandis que le prix du meilleur rôle féminin est revenu au film, "Bouchkara" du réalisateur tunisien Kheiri Haboubi, une œuvre qui a également remporté le grand prix du public. De son côté, le film tunisien "Le verrou" de Seif Chouk, a remporté le prix du jury. Cette édition du "Digital Gate International Film Festival" a vu la participation de 31 films de 15 pays, dont l'Algérie, avec six films, et le Comité de sélection des films était composé de cinéastes de plusieurs pays. Le festival a été créé en 2020 par le réalisateur algérien Dalil Belkhouir, qui en est également le directeur général.

LIGUE DES CHAMPIONS D'AFRIQUE CRB-AL HILAL DEMAIN À 20H

Le Chabab pour la réhabilitation

La victoire est obligatoire pour les Belouizdads pour préserver leurs chances de qualification au prochain tour.

Le CR Belouizdad fera, demain soir (20h) sur l'arène du 5-Juillet, sa troisième sortie dans la phase des poules de la Ligue des champions d'Afrique face à Al-Hilal du Soudan. Cette confrontation est placée sous le signe de la réhabilitation pour les protégés de Franck Dumas, avides d'effacer cette déculottée (5-1), en terre tanzanienne, face au leader du groupe B, Mamelodi Sundowns d'Afrique du Sud. Dumas s'attend à une réaction énergique de la part de ses joueurs. « On sait ce qui nous reste à faire.

Il faut évacuer tranquillement la déception. On ne va pas s'apitoyer par ce qu'on a perdu un match. On va comprendre pourquoi, ce qui nous a manqué, de la part des joueurs et de ma part aussi», dira le driver de la formation de Laâqiba, qui n'a plus le droit à l'erreur chez elle. La victoire est obligatoire pour les partenaires d'Amir Sayoud pour préserver leurs chances de qualification au prochain tour. Ils sont derniers au



classement, avec une différence de buts défavorable, par rapport aux Soudanais, après cette lourde défaite face aux Mamelodi Sundowns qui affronteront, samedi après-midi, le TP Mazembe, à Kamalondo.

DES CHANGEMENTS ATTENDUS

Des changements sont attendus dans le onze type de Dumas tant sur le plan défensif qu'offensif. En défense, Khali devra remplacer Keddad, expulsé lors du précédent match. Un attaquant de pointe, Koukpo ou Nogombo, sera également aligné pour seconder et épauler le maestro Sayoud. Pour soigner leur goal-ave-

rage, les champions d'Algérie en titre sont appelés à marquer le maximum de buts demain soir, mais leur mission ne sera pas de tout repos face à leurs homologues soudanais qui se sont déplacés à Alger avec un nouvel entraîneur.

Après cette mauvaise entame dans cette phase des poules (une défaite 2-0 en Afrique du Sud et un nul (0-0) face au TPM), Zoran Manojlovic a été poussé vers la sortie et remplacé par l'Egyptien Hamada Sedki, en place depuis lundi, avec l'envie de déclencher le déclic et de créer la surprise à Alger. Les Belouizdads sont avertis.

L. B.

MANCHESTER CITY Mahrez régale



Riyad Mahrez a produit, mardi soir, face à Wolverhampton l'une de ses meilleures prestations sous les couleurs de Manchester City. Mahrez a d'ailleurs été élu homme du match, après avoir donné du fil à retordre à la défense adverse et contribué grandement à la large victoire (4-1) de son équipe. Il a été passeur

décisif, puis buteur, portant son capital à 7 buts et 4 passes décisives en Premier League cette saison. Il affiche une forme éblouissante ces derniers temps (2 buts et 2 passes décisives sur les cinq derniers matchs), au grand bonheur de son coach, Pep Guardiola. « Il a été excellent dans les derniers matches. Mahrez a une qualité spéciale, un homme qui danse sur le terrain. Riyad ne perd pas la balle, il fait les extra passes et attire les adversaires avec ses mouvements et il nous aide à créer l'espace. Il a des centres fantastiques. Nous le savions. A Leicester, il était incroyable avec Vardy. C'est pour cela que j'ai poussé pour l'avoir. On espère qu'il va continuer sur cette voie », a déclaré le driver des Citizens qui ont signent leur 21e victoire consécutive.

L. B.

MERCATO ALGÉRIEN

La FIFA donne son accord

La Fédération internationale de football (Fifa), a accepté la demande formulée par la Fédération algérienne (FAF) de modifier la période d'enregistrement du mercato hivernal, fixée du 22 mars au 11 avril 2021, a indiqué, hier, l'instance fédérale. "En réponse à un courrier de la FAF, daté du 28 février 2021, la Fifa a transmis sa réponse concernant la modification des dates de la troisième période d'enregistrement à travers un courrier en date du 21 janvier 2021. Conformément aux directives et aux décisions relatives au Covid-19 qui ont été approuvées par le Bureau du Conseil de la Fifa en date du 6 avril 2020, et aux circulaires Fifa N.1720 et N.1749, l'instance internationale a autorisé la modification de la période d'enregistrement qui est désormais définie du 22 mars au 11 avril 2021", a affirmé la FAF sur sa page officielle Facebook. La FAF avait ouvert un mercato exceptionnel du 25 au 31 janvier dernier, ayant concerné uniquement les joueurs algériens évoluant dans les championnats étrangers et les joueurs étrangers, ainsi que les éléments évoluant en Algérie en chômage, selon la réglementation en vigueur concernant le nombre de joueurs étrangers par club. Afin de sauvegarder l'intégrité de la compétition, les mutations entre clubs algériens étaient strictement interdites. "Cela étant, la Fifa rappelle que, pour des raisons techniques, les dates de cette troisième période d'enregistrement ne peuvent pas être reflétées dans le système de régulation des transferts (TMS)", souligne la FAF. L'instance fédérale explique qu'"en cas demande de Certificat international de transfert (CIT) durant cette période d'enregistrement (du 22 mars au 11 avril 2021), une exception de validation sera déclenchée. Quand cela se produira, l'intervention de la Fifa sera requise -sur demande de la FAF- afin d'autoriser manuellement le transfert. Compte tenu des différences de créneaux horaires mais aussi des jours non ouvrés, il se peut que le processus d'autorisation manuelle soit légèrement retardé", conclut le communiqué.

LIGUE 2

Mouassa quitte l'ASMO pour l'USMB

La direction de l'ASM Oran s'est dite "surprise" par le départ prématuré de son entraîneur Kamel Mouassa qui aurait rejoint l'USMB Blida. Une source autorisée au sein du club oranais a fait savoir à l'APS que le technicien, qui a rejoint la formation de "M'dida j'dida" peu avant le début du championnat de la Ligue 2 le 12 février dernier, a "dirigé normalement" la séance d'entraînement de mardi, avant qu'il ne quitte Oran pour rallier la ville de Blida où il se serait engagé avec l'équipe locale qui évolue dans le même palier. Mouassa a dirigé ses joueurs lors des trois premières rencontres de l'ASMO à partir des tribunes puisqu'il ne s'est fait pas délivrer sa licence en raison de la non-signature de son contrat, rappelle-t-on. Un différend financier entre le coach et la direction oranaise a forcé les deux parties à repousser à plusieurs reprises la signature dudit contrat. Une situation qui aurait été mise à profit par l'USMB pour convaincre Mouassa à prendre les commandes de son équipe, a encore estimé la même source. Dans les milieux de la deuxième formation phare de la capitale de l'Ouest du pays, l'on évoque déjà le nom du technicien Aziz Abbès pour succéder à Mouassa.

LIGUE 1 (16^e JOURNÉE):

Le leader en péril à Biskra

Le leader du championnat de Ligue 1 de football, l'ES Sétif, effectuera un déplacement difficile au Sud du pays pour affronter un US Biskra dos au murs, alors que le stade de Dar El-Beïda abritera un derby algérois indécis entre le Paradou AC et l'USM Alger, à l'occasion de la 16e journée prévue vendredi et samedi. Même si l'Entente (1re, 30 pts) bénéficie des faveurs des pronostics face au premier reléguable (17e, 13 pts), les joueurs de l'entraîneur Azzedine Aït Djoudi, sèchement battus à Béchar par la JS Saoura (4-0), devront impérativement réagir pour espérer quitter la zone rouge. L'ESS, qui reste sur une nette victoire à la maison face à l'ASO Chlef (3-0), a des atouts à faire valoir pour tenter de revenir avec un bon résultat de Biskra et du coup préserver sa position de leader. L'Olympique Médéa (3e, 28 pts), stoppée net dans son élan après une belle série de dix matches sans défaite, se rendra à Tizi-Ouzou pour défier la JS Kabylie (5e, 24 pts), qui reste sur trois victoires de suite, dont deux en déplacement. Battue à Alger par le PAC (2-1) puis tenue en échec à domicile par le CS Constantine (0-0), l'OM est appelée à relever la tête face à une équipe de la JSK qui semble avoir le vent en poupe et qui veut plus que jamais rejoindre le podium. De son côté, le MC Oran (4e, 27 pts) partira largement favori en déplacement face à la JSM Skikda (19e, 8 pts), dont le retour parmi l'élite s'est avéré un véritable échec. Le club phare de l'Ouest, dirigé

sur le banc par le nouvel entraîneur Kheïreddine Madoui, peut compter sur son secteur offensif qui est en train de faire parler la poudre, en inscrivant 12 buts lors de ses trois dernières victoires de rang, dont la dernière à domicile face au PAC (3-1). L'AS Aïn M'lila (6e, 23 pts), battue à la surprise générale le week-end dernier à domicile par le WA Tlemcen (0-3), sera en appel à l'Ouest pour croiser le fer avec l'ASO Chlef (14e, 16 pts), dont l'entraîneur Nadir Leknaoui a jeté l'éponge après un mois seulement de collaboration. Après un bon début de saison, les Chélifiens sont en train de marquer le pas en alignant trois défaites de suite au cours desquelles la défense a complètement flanché, encaissant 11 buts dont 6 à domicile face à la JS Saoura (0-6).

A Alger, le PAC (8e, 20 pts) et l'USMA (7e, 21 pts) s'affronteront au stade de Dar El-Beïda dans un derby indécis et ouvert à tous les pronostics. Battu à Oran après quatre matches sans défaite, le PAC aura à cœur de se racheter face à son voisin qui, en revanche, aspire à aligner une deuxième victoire de rang après celle réalisée à la maison face au NC Magra (3-0). Dans le ventre mou du classement, le RC Relizane et le WA Tlemcen, qui se partagent la 11e place (17 pts) en compagnie du NA Hussein-Dey, accueilleront respectivement Magra (18e, 10 pts) et l'USM Bel-Abbès (15e, 14 pts), avec l'intention de l'emporter et rejoindre la première partie de tableau. Pour sa part, le

NAHD effectuera un déplacement périlleux à l'Est pour défier le CSC (15e, 14 pts) avec comme objectif de confirmer son net succès à la maison face au RCR (3-0). Le CSC, dont la direction a décidé de revenir au stade Ben Abdelmalek-Ramdane de Constantine après quelques matches disputés à El-Khroub, n'aura plus droit à l'erreur dans sa quête de quitter la zone de turbulences. Cette 16e journée sera tronquée de deux matches, CA Bordj Bou Arréridj - MC Alger et CR Belouizdad - JS Saoura, reportés à une date ultérieure en raison de l'engagement du Chabab et du Mouloudia, vendredi et samedi, en Ligue des champions.

Le programme de la 16e journée : Vendredi 5 mars

Tlemcen : WA Tlemcen - NC Magra (15h00)
Chlef : RC Relizane - USM Bel-Abbès (15h00)
Benabdelmalek : CS Constantine - NA Hussein-Dey (15h00)
Biskra : US Biskra - ES Sétif (15h00)
Tizi Ouzou : JS Kabylie - O Médéa (16h00)

Samedi 6 mars (15h00)

Dar El-Beïda : Paradou AC - USM Alger
Chlef : ASO Chlef - AS Aïn M'lila
Skikda : JSM Skikda - MC Oran
Bordj : CA Bordj Bou Arréridj - MC Alger (reporté)
Alger : CR Belouizdad - JS Saoura (reporté)

JUVENTUS

Ronaldo égale le Roi Pelé !

Le Portugais entre un peu plus dans la légende en devenant le 3^e meilleur buteur de l'histoire du football.

Il l'a fait. Cristiano Ronaldo avait l'occasion d'égaliser (voire doubler) Pelé en inscrivant un 767^e but en carrière. Le quintuple Ballon d'Or a profité de la venue de La Spezia, mardi soir en Serie A (25^e journée), pour atteindre le total de la légende brésilienne et devenir ainsi le troisième meilleur buteur de l'histoire derrière Josef Bican (805 buts) et Romario (772). A 36 ans, il n'est qu'à 38 buts du record absolu ! La Vieille Dame, toujours avec Adrien Rabiot au milieu, a

néanmoins eu du mal à trouver la faille face au promu, en ouvrant le score seulement à l'heure de jeu, grâce à deux joueurs lancés quelques secondes auparavant. Alvaro Morata, de retour après son malaise il y a 2 semaines, a ouvert le score sur un centre de Federico Bernardeschi (62^e). C'est Federico Chiesa qui a doublé la mise dans la foulée (71^e). Les Bianconeri ont alors tenté de faire marquer « CR7 » et l'ancien joueur vedette du Real a fini par faire trembler les filets sur une contre-attaque emmenée par Rodrigo Bentancur (89^e). La Juventus l'a ainsi emporté 3-0, puisque Wojciech Szczesny a repoussé un penalty d'Andrey Galabinov en toute fin de match (96^e), pour revenir à 7 points du leader, l'Inter Milan, qui affronte Parme ce jeudi.



FC BARCELONE

Le feuilleton Messi déjà bouclé ?

En proie au doute quant à la capacité du FC Barcelone de lui permettre d'encore pouvoir remplir ses objectifs personnels, Lionel Messi a déjà tenté de claquer la porte en août dernier en exerçant sa clause lui permettant de rompre son contrat. En vain. Le sextuple Ballon d'or a alors entamé son ultime saison de contrat au FC Barcelone avec l'espoir de voir des changements être opérés. Le premier, et pas des moindres, fut la démission de l'ancien président Josep Maria Bartomeu en octobre dernier.

Le prochain sera immense et aura lieu le 7 mars prochain, date des élections présidentielles. Une victoire de Joan Laporta assurerait quasiment une prolongation de contrat de Messi. Candidat aux élections, Victor Font cherche également à conserver le capitaine du Barça et est prêt à lui offrir un contrat à vie comme il l'assurait à la BBC et ailleurs. Invité à s'exprimer sur le feuilleton Messi, Lluís Carreras,

potentiel futur directeur du football du FC Barcelone du camp Victor Font, n'a pas montré de crainte d'un départ de Lionel Messi pour As. « J'essaie de me mettre dans la tête de Leo Messi et je me rends compte qu'il a tout, qu'il est dans le meilleur club du monde, entouré des meilleurs, et que sa famille est ici. Qu'est-ce qui vous motive à vouloir partir ? L'aspect concurrentiel ? Comme c'est agréable de diriger et d'aider une génération de jeunes joueurs qui monte pour être compétitive ! Ira-t-il dans une autre équipe pour gagner et ne pas être heureux ? Je pense qu'il est heureux ici. Est-ce que son avenir dépendra du nouveau président ? Cela peut être un facteur, mais pas un facteur déterminant. Je ne pense pas que vous devez convaincre Messi, mais vous devez lui expliquer le projet et lui demander s'il veut en faire partie. Je crois qu'il fera passer les questions sportives et personnelles avant l'argent ».

BURGOS: «MESSI NE QUITTERA PAS LE BARÇA»

Invité au micro de l'émission espagnole Infobae cette semaine, l'ancien entraîneur de l'Atlético Madrid Germán Adrián Burgos en a profité pour évoquer la situation actuelle du FC Barcelone et l'avenir de Lionel Messi. « Le départ de Luis Suarez a déjà tout bouleversé. Des choses se passent là-bas. C'est ce que je disais tout à l'heure à propos des pieds de la table. Il y a une des jambes qui n'est pas là », a lancé le tacticien, avant d'évoquer le cas de la Pulga. « Du jour au lendemain, ils disent à Suarez qu'ils ne comptent pas sur lui. C'est dommage d'agir comme ça. Pour Messi, ils se battront jusqu'à la fin, mais ils vont souffrir. Leo porte le club avec fierté et honneur car c'est sa maison. Quand il était enfant, il était déjà là. Pour lui, il y a l'Argentine et Barcelone. Beaucoup disent qu'il va partir, mais je ne pense pas qu'il quittera le Barça ».

O MARSEILLE

McCourt dévoile ses plans

Arrivé à Marseille lundi pour rencontrer les élus et aussi les groupes des supporters, Frank McCourt a continué son opération de séduction, mardi, en s'exprimant dans les médias sur ce qu'il compte faire pour remettre son club sur les bons rails. L'Américain a indiqué avoir appris des erreurs commises depuis 2016, et qu'il comptait agir différemment pour atteindre le but que lui et ses employés se sont fixés. « Le premier déçu c'est moi. On tire tous dans le même sens. On veut gagner des titres, mais ça prend du temps et le défi est compliqué. Oui, remporter la Ligue des Champions c'est ce que je veux. Et c'est dans quoi je m'engage. C'est toujours mon ambition », a-t-il commencé par tonner lors d'une interview accordée à RMC. Parmi les choix forts qu'il a faits c'est celui de nommer Pablo Longoria en tant que nouveau président du club. L'Espagnol a toute sa confiance et il compte sur lui pour faire un état des lieux et identifier ensuite les axes de progression. « Pablo a beaucoup d'expérience dans le football, il connaît le milieu, a-t-il clamé. Je lui ai confié une mission c'est d'atteindre nos objectifs. Lui doit bâtir le plan nécessaire et me dire ce dont il a besoin. Moi je vais



continuer à le soutenir. Je suis impatient de voir ce que ça va donner avec Pablo. Mais je suis très optimiste car il est intelligent. Mais il faudra qu'on soit imaginatifs et innovants ». McCourt a ensuite été prié de donner un chiffre concernant le montant qui pourrait être réservé pour le mercato. La première fois, il avait promis 200M€. Cette fois, il s'est gardé d'entrer dans les détails, se contentant de dire : « Je

pense que j'ai prouvé qu'il ne s'agissait pas que d'argent. On a mis beaucoup plus que ce à quoi on s'est engagé. En tous cas, Pablo aura tout mon soutien ».

«RAVIVER LE GÉANT ENDORMI»

Pour calmer les supporters, McCourt a quand même promis de mettre le prix qu'il faut pour que les nouvelles ambitions qu'il nourrit se concrétisent. Quelles sont donc ses ambitions ? Sa réponse : « Elles sont claires ; on veut que l'OM soit compétitif tous les ans. On veut être dans le Top 3 et se qualifier régulièrement pour les compétitions européennes. Et lorsque ça sera fait, on pourra se propulser vers la prochaine phase du projet. Il faudra se retrousser les manches, encore plus qu'avant. Ça demandera beaucoup d'engagement et d'efforts ». Enfin, McCourt a affirmé que son souhait est de « raviver la flamme pour réveiller le géant endormi afin qu'il se retrouve tout en haut du football, comme il l'était par le passé ». « C'est quelque chose qui m'enthousiasme et ce n'est pas un projet comme les autres. Et mes échanges avec les supporters récemment m'ont renforcé dans cette conviction », a conclu le patron marseillais.

PSG- FC BARCELONE

Pochettino annonce la couleur

Le Paris Saint-Germain a fait un grand pas vers les quarts de finale de la Ligue des Champions ! Grâce à sa large victoire acquise lors du 8^e de finale aller au Camp Nou (1-4), le club de la capitale s'est facilité la tâche dans l'optique de poursuivre son aventure européenne. Mais malgré cette avance, Mauricio Pochettino ne souhaite pas se reposer sur ses lauriers et compte remporter également ce match retour afin de s'épargner un scénario catastrophe. « Nous préparons chaque match de la même manière. Mais nous sommes positifs. Et nous préparons chaque match de la même manière, avec toujours la mentalité de générer des sentiments positifs et de penser que nous devons encore gagner une autre fois pour aller au tour suivant », a ainsi lancé le technicien argentin dans une interview accordée à l'AFP. « On doit se préparer à toutes les difficultés, pour être solides, pour être forts mentalement, pas seulement pour le match retour mais pour chaque match ». Le FC Barcelone est prévenu, seule la victoire compte pour Mauricio Pochettino.

REAL MADRID

Vers le maintien de Zidane

L'idylle entre Zinédine Zidane et le Real Madrid n'est pas encore prête de s'achever. Alors qu'on le croyait menacé à son poste, le technicien français aurait reçu le soutien de sa direction. Selon le média ABC Deportes, Florentino Pérez, l'homme fort de la Casa Blanca, lui a même assuré qu'il sera toujours en poste la saison prochaine et ce indépendamment de l'issue de l'exercice en cours. Il y a un lien de confiance fort entre les deux hommes, et les quelques couacs enregistrés durant la campagne en cours ne l'ont en rien fait vaciller. Zidane est à Madrid depuis janvier 2016. Si on exclut une période de neuf mois (entre juin 2018 et mars 2019) où il avait pris du repos, le technicien français est resté fidèle avec sa formation. Avec lui, le club a déjà remporté deux titres de champion et trois Ligue des Champions. Derrière le légendaire Victor Munoz, il est déjà l'entraîneur qui a remporté le plus de titres avec les Merengue. Le mois dernier, l'ancien meneur des Bleus a été questionné par les journalistes à propos de son futur. Fidèle à lui-même, il n'a pas voulu se projeter trop loin, ni mettre ses responsables devant le fait accompli. Le Real n'a, pour rappel, plus que deux compétitions à jouer cette saison. Il est bien parti pour atteindre les quarts de finale de la Ligue des Champions après son succès lors du 8^e aller face à l'Atalanta (1-0). En championnat, l'équipe figure à la 3^e place, à cinq points du leader Atlético Madrid (et avec un match en plus).



PANDÉMIE DE COVID-19

163 nouveaux cas, 147 guérisons et 5 décès en 24h

BILAN OPÉRATIONNEL DE L'ANP

Un terroriste capturé à Bordj Badji Mokhtar

Le terroriste dénommé "Okbaoui Abdi" dit "Abdi Ould Barka" a été capturé à Bordj Badji Mokhtar par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), est-il annoncé dans un bilan opérationnel de l'ANP pour la période du 24 février au 02 mars 2021. "Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements sécuritaires, un détachement de l'Armée nationale populaire a capturé le terroriste dénommé +Okbaoui Abdi+ dit +Abdi Ould Barka+, à Bordj Badji Mokhtar en 6e Région militaire. Ledit terroriste avait rallié, en 2016, l'une des organisations terroristes activant au Sahel", est-il précisé dans ce bilan. Selon la même source, un autre détachement de l'ANP a découvert, suite à une opération de fouille et de recherche le long de la bande frontalière à Bordj Badji Mokhtar, "une cache d'armes et de munitions contenant 02 pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, 03 chargeurs de munitions, 03 roquettes antichar RPG-2, 03 roquettes antipersonnel RPG-2, 01 grenade antipersonnel FLG, ainsi que 136 balles, alors qu'un autre lot de 2 485 balles de différents calibres a été également saisi à In Aménas". Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et "en continuité des efforts intenses visant à venir à bout du fléau du narcotrafic dans notre pays", des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité dans diverses opérations exécutées à travers les différentes régions militaires, "49 narcotra-



fiquants et saisi de grandes quantités de kif traité s'élevant à 12 quintaux et 14 kilogrammes, que les bandes criminelles ont tenté d'introduire à travers les frontières avec le Maroc". Détaillant les opérations menées dans la dynamique des efforts visant à asseoir la sécurité et la sérénité sur l'ensemble du territoire national, le bilan fait état de l'arrestation par des détachements de l'ANP et les services de la Gendarmerie nationale et des garde-frontières, de "15 narcotrafiants" et la saisie de "11

quintaux et 47 kilogrammes de kif traité" lors d'opérations distinctes au niveau des territoires des 2e et 3e Régions militaires. "Trente-quatre narcotrafiants ont été appréhendés et 67 kilogrammes de la même substance, ainsi que 113 092 comprimés psychotropes et 150 grammes de cocaïne ont été saisis dans diverses opérations menées dans les autres Régions militaires", ajoute le bilan. Par ailleurs, des détachements de l'ANP ont intercepté, à Tamanrasset, In Guezzam et Bordj Badji Mokhtar, "63 individus et saisi 06 véhicules, 69 groupes électrogènes, 46 marteaux piqueurs, 03 détecteurs de métaux, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite". Lors d'opérations distinctes menées à Tindouf, Biskra, Ghardaïa, Béjaïa, Oum El Bouaghi, Naâma et Saïda, "13 autres individus ont été arrêtés, et 06 fusils de chasse, 01 pistolet automatique, 9 780 unités de tabacs, 5 177 unités de différentes boissons et 977 smartphones ont été saisis". De même, "des tentatives de contrebande de grandes quantités de carburants s'élevant à 12 372 litres ont été déjouées à Tébessa, El-Tarf, Souk Ahras, Tindouf et Djanet".

Les résultats de ces opérations "dénotent du haut professionnalisme et de l'engagement indéfectible de nos Forces armées à préserver et prémunir notre pays contre toute forme de menaces sécuritaires et fléaux connexes", estime le ministère de la Défense nationale (MDN).

IL ACTIVAIT À TIPASA

Démantèlement d'un réseau de soutien à un groupe terroriste

Un réseau composé de trois éléments de soutien à un groupe terroriste, qui active dans les hauteurs de Tipasa, a été démantelé, durant la semaine en cours, par les services de sécurité du ministère de la Défense nationale (MDN), a indiqué hier, un communiqué du MDN. "Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, les services de sécurité du

ministère de la Défense nationale ont réussi, durant la semaine en cours, à démanteler un réseau composé de trois éléments de soutien à un groupe terroriste qui active dans les hauteurs de Tipasa", précise le communiqué. "Après investigations, il s'est avéré que l'un des éléments arrêtés dudit réseau avait acheminé une bombe de confection artisanale, qu'il a posée dans un

lieu précis aux environs de la commune des Eucalyptus dans la capitale", ajoute la même source, soulignant que "cet engin explosif, qui devait être utilisé pour perpétrer un attentat criminel à Alger, a été localisé et désamorcé, hier 2 mars 2021, par un groupe d'intervention spéciale de l'ANP dépêché sur les lieux ».

AGRESSION DES FONCTIONNAIRES DE LA SANTÉ DANS LA POLYCLINIQUE DE AIN NAÂDJA L'auteur arrêté

Les services de la Sûreté nationale ont arrêté un individu qui a agressé des fonctionnaires de la santé dans la polyclinique sise à la Cité des 720 Lgts à Aïn Naâdja, a indiqué, hier, un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). La 9e Sûreté urbaine d'Aïn Naâdja a été alertée par la Sûreté de la wilaya d'Alger, concernant un individu qui a agressé des fonctionnaires de la santé au niveau d'une polyclinique. Une fois sur place, les éléments de la Sûreté qui ont découvert un individu en état d'hystérie aiguë, après consommation de comprimés psychotropes, lui causant

une overdose, ont procédé à son arrestation. A l'issue des investigations, il s'est avéré que le mis en cause avait agressé, à l'arme blanche, deux médecins femmes ainsi qu'un agent de sécurité et de prévention, chargé du gardiennage et brisé la porte du bureau du médecin de garde. Par ailleurs, les services de Sûreté relevant de Bir Mourad Rais, ont arrêté un suspect à la station de bus d'El Mouradia, en possession de 5 barres de cannabis (479 grammes), d'un téléphone portable et d'un montant de 3 240 DA, lit-on dans le communiqué de la DGSN.

ANCIEN JOURNALISTE À EL WATAN

Ouchène décède dans d'étranges circonstances

L'ancien journaliste à la retraite du journal El Watan, Ouchène Abdelkader, a été retrouvé mort, hier soir dans son appartement à Larbaâ (wilaya de Blida), dans des circonstances mystérieuses, a-t-on appris de sa famille. Cet ancien écrivain, âgé de 66 ans, a été retrouvé mort par les éléments de la Brigade de recherche et d'intervention (BRI) suite à un signalement de ses voisins à Blida. Selon les éléments de la Brigade de recherches et d'intervention (BRI), une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de son décès. Une autopsie a été décidée par le procureur près le tribunal de Blida. D'après le témoignage de sa fille, son décès «serait lié à une histoire d'héritage et des problèmes familiaux avec sa belle-famille».

S. Chaoui

Au fil du jour Le déserteur

Par Rachid Ezziane

Il s'appelait Jean-Louis Hurst. Né en 1935 à Nancy, en France. Si j'ai choisi de vous raconter son histoire avec, en plus, ce titre plus ou moins énigmatique, c'est que dans l'histoire de cet homme, et de sa famille (Heike son épouse et Annik leur fille), il y a vraiment de la fraternité pour le peuple algérien. Vous en jugerez une fois la lecture terminée. Vous en serez peut-être très émus...

Pour vous donner un aperçu de cette fraternité, je vais, tout d'abord, vous parler de son « roman » (ouvrage) publié en 1960, sous le titre de « Déserteur » avec le pseudonyme de Maurienne. Détrompez-vous, certes, le livre a été écrit en 1960 pendant la guerre d'Algérie, mais il reste d'actualité — car l'ouvrage fut réédité en 1991 lors de la guerre du Golfe, et l'auteur, Jean-Louis Hurst y écrivit une préface spéciale où il dénonce ce va-t-en-guerre par ces propos : « Aujourd'hui le gouvernement se passe de ces subtilités. Il fait la guerre à l'Irak sans la lui déclarer. C'est expéditif comme du John Wayne... »

De quoi s'agit-il ? Eh bien tout simplement d'un engagement anticolonialiste d'un Français en pleine guerre d'Algérie. Et pas que, car Jean-Louis Hurst, l'homme au visage d'acteur hollywoodien, était à l'époque officier dans les rangs de l'armée française. Et pour comprendre son engagement auprès des Algériens, il faut lire son « Déserteur », car il y explique, non seulement son refus de faire la guerre aux Algériens, mais aussi les causes profondes, ainsi que la philosophie dont il a tiré son choix d'être le « frère » des opprimés. « Le déserteur » relate le parcours affectif et intellectuel d'un choix, et d'un refus, en toute conscience, à faire la guerre et d'être partie prenante dans l'oppression d'un autre peuple. Cet engagement, moral et effectif, Jean-Louis Hurst l'assumera tout au long de sa vie, et même jusqu'à sa mort...

Le livre fut interdit en France à sa sortie, mais malgré cet interdit, l'ouvrage fut largement diffusé « sous le manteau » dans le milieu étudiant. « Le déserteur » contribua à l'éclosion de la prise de conscience chez les jeunes français de l'injustice de la guerre d'Algérie. Dans la préface, écrite par l'auteur lui-même, on lit : « Ce livre a été publié pour la première fois en avril 1960, deux ans avant la fin de la guerre d'Algérie, par les éditions de Minuit, sous le titre « roman ». Il fut immédiatement interdit puis saisi.../... Pour un « roman », il faut croire qu'il était à clefs, car l'on fit à Jérôme Lindon, l'éditeur, un procès au cours duquel la justice chercha à connaître l'identité réelle des personnages. Elle ne découvrit que celle de l'auteur. Nous fûmes condamnés tous deux pour « provocation à la désobéissance. » Lindon fit appel, dans l'attente de jours moins hystériques. Moi, j'étais dans la clandestinité. » Et pourtant, tout avait débuté, pour lui, autrement, ou comme l'étaient tous ses compatriotes du contingent appelés pour rejoindre « la guerre » d'Algérie.